Mordons les chiens de garde !

Revue de presse n°30

avril-juin 2023

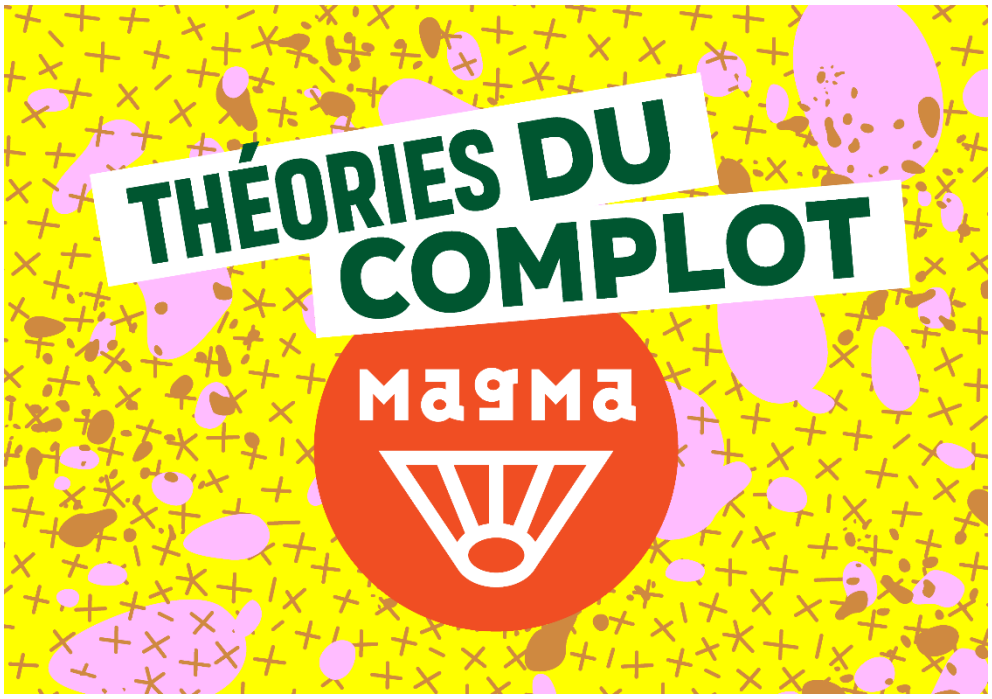
Antifascisme, antiracisme

Table des matières

La dangereuse théorie du complot du Vlaams Belang 3
Kaminsky, photographe de l'ombre 6
Ratonnades en bande organisée dans les rues de l'Hexagone 8
Lectures de temps de guerre : Journal de guerre de Valentin Feldman. 1940-1941 10
Bandera, nazi d'Ukraine et champion de l'Occident 12
Existe-t-il une écologie d'extrême-droite ? 17
Michel Onfray, toujours plus à droite 23
Ma grand-mère, la Shoah et moi 27
Israël, le coup d'État identitaire 38
Trois personnes en prison pour une manifestation sans violences contre l'extrême droite 41
Un média breton visé par des menaces de mort de l'extrême droite : défendons la liberté d'informer 42

La dangereuse théorie du complot du Vlaams Belang

Le recteur de l'université de Gand a autorisé Filip Dewinter, membre éminent du Vlaams Belang, à venir présenter son livre sur le « grand remplacement ». Diffuser dans l'auditoire de l'université une théorie du complot fasciste qui, de nos jours, inspire des suprémacistes blancs au point de commettre des meurtres est une honte et un scandale.



Le jeudi 1er décembre, l'association étudiante d'extrême droite KVHV (Katholiek Vlaams Hoogstudentenverbond) invitait Filip Dewinter à donner une conférence à l'UGent sur son nouveau livre : *Omvolking, de grote vervanging*. Malgré les protestations de dizaines d'organisations d'étudiants, de la société civile et de syndicats réunis dans la plate-forme « Non à la haine et au racisme à l'université de Gand », le recteur Rik Van De Walle a refusé d'annuler la conférence, alléguant qu'elle relevait du droit à la liberté d'expression. Or, le livre de Dewinter incite clairement au racisme et à la violence, ce qui n'a rien à voir avec le droit à la liberté d'expression. Au contraire, l'incitation au racisme et à la violence est un crime condamnable. Cette façon de penser n'a absolument pas sa place dans une université où sont valorisés la libre pensée et l'esprit critique.
Le « grand remplacement » fait clairement référence à la politique meurtrière des nazis, déguisée en biopolitique de pureté raciale.
Dans *Omvolking, de grote vervanging*, Filip Dewinter présume une conspiration entre trois groupes, chacun animé de sa propre motivation, qui auraient formé une alliance pour remplacer la population européenne et détruire sa culture. Le premier groupe serait constitué des « multiculturalistes » de gauche ou du « marxisme culturel », qui « espèrent gagner des voix grâce à la migration »[1]. Le deuxième groupe serait formé des « élites économiques libérales », à la recherche de main-d'œuvre bon marché et d'une uniformisation culturelle afin de pouvoir écouler partout leurs marchandises de masse. Le troisième groupe est « l'Islam » qui aurait l'intention d'« islamiser » l'Europe au moyen d'une immigration massive.

On ne trouve pas la moindre preuve empirique de ces allégations dans le livre. Et comment pourrait-il en être autrement ? La théorie est tout sauf scientifique et s'apparente à une théorie du complot. L'idée de « grand remplacement » ne sort pas de nulle part. L'idée que les élites multiculturalistes, économiques ou juives veulent saper les fondements des États-nations européens en ayant recours à une migration massive organisée se retrouve déjà chez des auteurs comme Maurice Barrès ou Madison Grant au début du 20e siècle. Grant a écrit dans *The Passing of the Great Race* que les « races nordiques génétiquement supérieures » allaient

s'éteindre à cause de l'immigration. Barrès parle d'un complot juif visant à déstabiliser l'État-nation français. Tous deux ont inspiré de nombreux mouvements fascistes dans les années 1930 et 1940. Hitler considérait même l'œuvre de Grant comme une « bible ».
Le terme « omvolking » (grand remplacement) qu'utilise Filip Dewinter, vient de l'idéologie nazie. Comme l'expliquent Patrick De Boosere et Lieven De Cauter : « Ce terme provient de la notion nationale-socialiste d'*Umvölkung*, la politique consistant à dépeupler certaines parties de l'Europe de l'Est par l'élimination et la déportation et à les repeupler avec des "Allemands de race". Le "grand remplacement" fait donc clairement référence à la politique meurtrière des nazis déguisée en biopolitique de pureté raciale. Le besoin d'espace vital pour la race supérieure allemande servait d'alibi au grand remplacement (surtout des Polonais) afin de laisser la place aux Allemands »[2].
Ces 15 dernières années, la théorie du grand remplacement a inspiré de nombreux terroristes et suprémacistes blancs, jusqu'à l'assassinat d'innocents. On pense ainsi à Brenton Tarrant, l'homme qui a abattu 51 personnes dans deux mosquées à Christchurch, en Nouvelle-Zélande, ou à Payton Grendon, qui a tué dix Afro-Américains dans un supermarché de Buffalo en mai. Ou encore au cas, le plus connu, d'Anders Breivik, qui a assassiné 77 jeunes socialistes en Norvège en 2011. Dans son manifeste, Breivik cite Filip Dewinter comme source d'inspiration.

Une théorie du complot raciste et nazie.
Une grande partie du livre consiste en un entretien avec Renaud Camus, l'auteur du *Grand Remplacement*, la version française de la théorie avancée par Dewinter. Il affirme fièrement ne jamais se baser sur des chiffres, préférant se fier à son intuition pour appuyer ses idées. « Ouvrez les yeux », dit-il. Dewinter, lui, a recours à des chiffres. Ceux-ci montreraient que la « population indigène » diminue, tandis que le nombre de personnes issues de l'immigration non européenne augmente. Ils ne prouvent en revanchent absolument pas que les « autochtones européens », quels qu'ils soient, vont « disparaître », ni que les musulmans représenteront la majorité de la population européenne d'ici quelques dizaines d'années.
Tout ce discours sur le gel de l'immigration, l'interdiction de l'avortement et le contrôle des naissances remonte au concept nazi de « Lebensborn » qui était censé sauver les « races du Nord » de la destruction.
Entre 1950 et 2020, la proportion de musulmans en Europe a légèrement augmenté, passant de 2 % à 6 % de la population totale[3]. On peut donc difficilement parler d'islamisation. L'historien et démographe français Hervé Le Bras a également réfuté ces allégations lorsque Camus les a avancées en 2011. Il soulignait que Camus surestimait lourdement à la fois la proportion d'Européens issus de l'immigration non européenne et les futurs flux migratoires vers l'Europe. Camus ne tient pas compte du fait qu'à l'avenir, une grande partie des flux migratoires resteront locaux ou s'orienteront vers des centres économiques émergents hors d'Europe.
Pour empêcher le « grand remplacement », Dewinter préconise de stopper l'immigration des non-Européens. Selon lui, cela ne peut se faire qu'en limitant le taux de natalité dans les pays du Sud. L'idée que les populations des pays non occidentaux font trop d'enfants existait déjà à l'époque du colonialisme européen. Elle a mené à des stérilisations forcées massives, par exemple parmi la population indigène d'Amérique du Nord, ou en Inde dans les années 1970, avec l'aide d'organisations caritatives parrainées par des milliardaires étasuniens et britanniques.
Dewinter entend en même temps augmenter le taux de natalité des Européens blancs. Il veut encourager les jeunes parents à avoir plus d'enfants en tenant « un discours identitaire qui remet le travail, la patrie et la famille en priorité ». Affirmer que la famille occidentale doit être centrale pour protéger la pureté de notre propre peuple relève aussi de l'extrême-droite pure et dure. Cela se traduit par une vision du monde non seulement raciste, mais aussi hostile aux femmes. Concrètement, le mouvement visant à restreindre le droit à l'avortement aux États-Unis est dirigé, entre autres, par des organisations suprémacistes blanches, adeptes de la théorie du grand remplacement, qui affirment que la plupart des avortements sont pratiqués sur des femmes blanches. L'ensemble de ce discours a les mêmes racines fascistes que le concept nazi de « Lebensborn ». Dans les années 1930, les nazis ont créé un institut pour sauver les « races du Nord » de la destruction. Cet institut avait une double vocation : refuser l'avortement aux femmes aryennes et stériliser de force les femmes « de race inférieure ».

Dans son refrain sur le taux de natalité « trop élevé » dans les pays du sud, Dewinter prétend que les enfants qui y naissent représentent le principal danger, car ils fuiront plus tard vers le nord. Mais cette figure du Vlaams Belang ne dit rien sur les raisons qui poussent tant de gens à l'exil : l'exploitation économique, la guerre, la répression politique et le réchauffement climatique. Le Vlaams Belang ne fait rien pour lutter contre

les causes réelles de la migration. Au contraire, il cherche à réduire l'aide au développement, s'oppose à des politiques climatiques fortes et vote systématiquement pour les interventions de l'OTAN telles que celles menées en Irak, en Afghanistan, en Syrie et en Libye. Cependant, à qui profitent la guerre et le réchauffement climatique ? Pas au « Flamand qui travaille dur ». Le seul groupe à tirer profit du négationnisme climatique, ce sont les compagnies du secteur des combustibles fossiles. Les gagnants de la guerre au Moyen-Orient sont les compagnies pétrolières et les marchands d'armes, qui ont empoché des milliards grâce aux champs pétrolifères dont s'est emparée l'OTAN et aux contrats de matériel de guerre qu'ils sont parvenus à signer.

En fin de compte, le Vlaams Belang défend les intérêts des multinationales, pas ceux des Flamands ordinaires. Au Parlement européen, le Vlaams Belang vote systématiquement contre des mesures sociales telles qu'un salaire minimum européen, des contrôles plus stricts de l'évasion fiscale et un impôt minimum des sociétés en faveur de la collectivité. Le parti d'extrême droite soutient la loi de 1996 sur la norme salariale, qui plafonne les augmentations de salaire des travailleurs belges et supprime la liberté de négocier les augmentations de salaire.
L'objectif politique de théories telles que celle du « grand remplacement » est de détourner l'attention et de monter les populations les unes contre les autres. Lorsque le système échoue et que les gens voient leur niveau de vie se dégrader, le Vlaams Belang s'empresse de se trouver un bouc émissaire dans « l'immigration de masse » et les mouvements politiques progressistes qui, selon lui, l'organiseraient. Le VB ne vise absolument pas les multinationales qui paient de bas salaires, fraudent le fisc et polluent l'environnement.

Liberté d'expression ?
Le recteur Van De Walle a commis une grave erreur en autorisant la présentation du livre de Dewinter en invoquant le prétexte de la « liberté d'expression ». La liberté d'expression est un droit pour lequel les mouvements d'émancipation se sont âprement battus dès le 18e siècle pour protéger les gens qui osent critiquer les détenteurs du pouvoir. Les mouvements d'extrême droite utilisent ce droit pour diffuser leur idéologie haineuse. En revanche, ils n'hésitent pas à le retirer à quiconque n'est pas d'accord avec eux.
La théorie du grand remplacement vise à faire un ennemi de tout immigrant non européen, mais aussi des « traîtres au peuple » qui défendent les droits des migrants. Avec des représentations tellement porteuses de haine, la violence n'est jamais loin.

Basile PEETERS, 21 janvier 2023

Basile Peeters est étudiant en histoire à l'UGent.

1. Au sujet du marxisme culturel, voir : Alexander Aerts, Histoire d'un complot du marxisme culturel, Lava 12, printemps 2020, https://lavamedia.be/fr/histoire-dun-complot-du-marxisme-culturel/
2. Patrick De Boosere en Lieven De Cauter, « Cultuurmarxisme en de omvolking » dans Karim Zahidi en Robrecht Vanderbeeken, *Debatfiches van de Vlaamse elite*, EPO, Berchem, 2022.
3. Houssain Kettani, « Muslim Population in Europe : 1950 – 2020 », *International Journal of Environmental Science and Development* 1(2), janvier 2010.

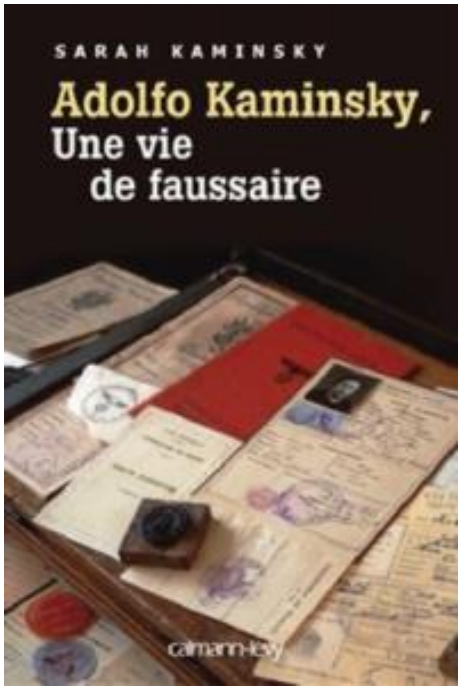
https://lavamedia.be/fr/la-dangereuse-theorie-du-complot-du-vlaams-belang/

Source : PTB

Kaminsky, photographe de l'ombre

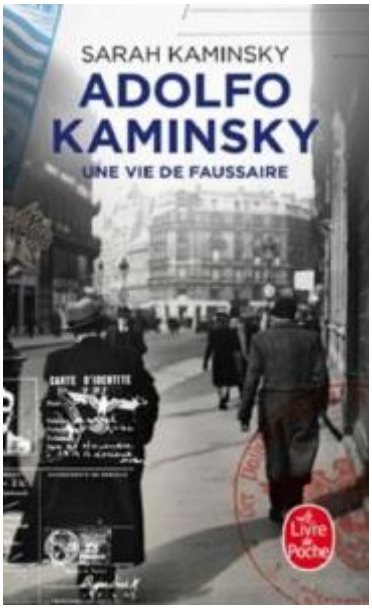
Adolfo Kaminsky, né en 1925, est mort ce 9 janvier à Paris. Photographe talentueux, il avait mis son savoir-faire au service de la résistance contre le nazisme et ensuite contre le colonialisme. Un destin unique et paradoxal.

Le vrai et le faux. Le faux au service de la vérité. Le faux comme sauf-conduit. Cacher comme faussaire, révéler comme photographe : la double identité d'Adolfo Kaminsky nous plonge dans une passionnante et infinie réflexion sur ce paradoxe du vrai et du faux qui, pour cet homme hors du commun (1), n'a jamais été une contradiction.
Combien d'hommes et de femmes doivent-elles la vie à ce faussaire de génie connu dans les rangs de la résistance comme « *Le Technicien* » ? Des milliers et plus encore.



En 1943, jeune adolescent, Adolfo Kaminsky et sa famille d'origine russe et juive, mais de nationalité argentine (obtenue au fil des exils) sont enfermés dans le centre français de Drancy, antichambre des camps de la mort. Quand il en sort miraculeusement – grâce à sa nationalité argentine – Adolfo s'engage dans la résistance.
Son expérience de teinturier et ses connaissances en chimie lui permettent de devenir le plus habile des faussaires. Il fabrique alors nuit et jour dans son atelier clandestin de la rue des Saints Pères à Paris des milliers de « papiers » pour les enfants et les familles juives et les résistants. Sans répit et sans repos. « Le calcul est simple, se souvient-il. En une heure je fabrique trente papiers vierges. Si je dors une heure, trente personnes mourront… (2) »
Après le débarquement, Kaminsky est recruté par les services français. Il doit fabriquer des faux papiers pour les agents qui opèrent derrière les lignes allemandes. « *Faussaire d'État* », comme il dit, avant de devenir « *faussaire révolutionnaire* ».

Jusqu'en 1971 (quand il prend sa retraite), il n'est sans doute pas un combat de libération, une cause révolutionnaire une résistance antifasciste qui n'ait bénéficié des « papiers » de Kaminsky **(3).**
Cet homme libre avait trois principes qui guidaient son action : « *La gratuité, mon sacerdoce* », dit-il. L'indépendance totale vis-à-vis des partis et des mouvements qu'il sert et le respect absolu des règles de clandestinité. Mais surtout, ajoute-t-il : « *Mon implication au cœur de toutes ces luttes n'a été que la suite logique de mon action pendant la Résistance (4)* ».
Pour Kaminsky, la photographie est d'abord un instrument vital pour le faussaire. Elle est indispensable à la reproduction des tampons et des différents documents qui permet la fabrication du « faux ». Mais, en même temps, avec la même netteté et précision du « technicien », Kaminsky est le photographe des ruelles de Paris de l'après-guerre et des petits métiers, celui dont le regard préserve un monde en voie de disparition.
Le même qui clandestinement effaçait les traces des persécutés pour assurer leur survie.



Il est doublement un photographe de l'ombre dont l'œuvre ne sera exposée publiquement pour la première fois qu'en 2012. La clandestinité du faussaire condamnait l'artiste à l'anonymat. Lui qui vivait le plus souvent confiné dans l'obscurité de son laboratoire se donnait – rarement – le droit à l'air libre et à la lumière naturelle. Son œuvre, proche de la photographie humaniste d'un Willy Ronis, est imprégnée de cette confrontation entre l'ombre et la clarté. Sous le titre Adolfo Kaminsky. Faussaire et photographe, le Musée d'art et d'histoire du judaïsme (Mahj-Paris) organise une exposition (mars 2020) qui retrace cette extraordinaire « double vie » et rend – enfin – justice à l'artiste. Dans le catalogue, Paul Salmona, directeur du Mahj, écrit justement que « *Kaminsky n'a pas montré son œuvre de photographe. Pour paraphraser les frères Lumière, "Pas de photo sans Lumière", pas de reconnaissance sans exposition : photographe de l'ombre, Kaminsky le fut doublement, et s'il n'exposa pas, c'est pour ne pas exposer les autres.* »

Hugues LE PAIGE, sur son blog, et avec son aimable autorisation, dans l'Asympto.
Ce texte a été pour la première fois publié en mars 2020 dans la « Chronique Image » de la Revue « Politique ».

(1) Il faut lire la passionnante biographie que lui a consacrée sa fille, Sarah Kaminsky : « Adolfo Kaminsky – Une vie de faussaire », Le Livre de Poche, 2018.
(2) Op. cit., p. 32.
(3) À titre d'exemple, Kaminsky, bien que n'étant pas sioniste, fournira des papiers aux rescapés des camps qui voulaient rejoindre la Palestine, comme il sera le pourvoyeur des combattants du FLN et des « porteurs de valise » pendant la guerre d'Algérie. Notamment à partir de son laboratoire clandestin à Bruxelles. Il s'en explique avec justesse dans sa biographie.
(4) Op .cit., p. 249.

https://www.asymptomatique.be/kaminsky-photographe-de-lombre-par-hugues-le-paige/?mc_cid=a51984bcd8&mc_eid=baf4b585dd

Ratonnades en bande organisée dans les rues de l'Hexagone

Mercredi 14 décembre, en marge du match entre la France et le Maroc en demi-finale de coupe du monde, des groupes d'extrême-droite se sont lancés dans une « chasse » à l'arabo-musulman, réel ou supposé, dans les rues de différentes villes de France.

Hurlant des slogans racistes, ces groupes organisés ont cherché à s'en prendre à tous ceux qui s'apparentaient à un Arabe. À Paris, la police a interpelé 38 militants en possession de poings américains, de matraques ou de clés à molette.
À Lyon, les militants d'extrême-droite ont attaqué des supporters marocains rassemblés sur la place Bellecour. Cagoulés, les militants d'extrême-droite ont mené des ratonnades, défilant dans les rues de la ville en cherchant à s'en prendre aux Arabes. Ces militants défilant avec des drapeaux français et scandant *« La France aux Français »* ont agressé des personnes d'origine maghrébine.
À Montpellier, des groupes d'extrême-droite s'en sont pris aux supporters marocains sur la place de la Comédie dans le centre-ville. Dans cette ville, un jeune homme de quatorze ans a été tué après avoir été fauché par un véhicule alors qu'il célébrait la fin du match dans le quartier de la Paillade. Les individus à bord du véhicule brandissaient un drapeau tricolore.
À Nice, des scènes de ratonnades ont été filmées avec des dizaines de militants d'extrême-droite cagoulés pourchassant des supporters marocains en criant *« On est chez nous »* et *« Dehors les Arabes »*.
À Strasbourg, des membres de « Strasbourg Offender », un groupe hooligan composé de néonazis, d'identitaires et d'ultranationalistes, sont descendus après le match « patrouiller » dans les rues du centre-ville et chasser les Arabes.
Ces violences racistes apparaissent clairement comme des actes organisés et coordonnés par des groupes d'extrême-droite violents. Toutefois, si le passage à l'acte violent a été le fait de ces groupes fascistes, les discours racistes de l'extrême-droite parlementaire et médiatique qui ont précédés le match, ont alimenté ces expressions de haine.
En effet, depuis l'annonce de l'affiche de la demi-finale, certains médias, notamment ceux du groupe Bolloré, se sont efforcés de présenter l'opposition footballistique comme une pièce d'un affrontement multiséculaire entre l'Occident civilisé et la barbarie arabo-musulmane. Revêtant le costume du croisé, il ne s'agissait plus, pour ces agitateurs médiatiques, de gagner un match de football mais de préserver la domination de l'Occident confronté à des hordes barbares arabo-musulmanes avançant en rangs serrés derrière l'équipe marocaine.

Dans cette vision du monde, les supporters de l'équipe du Maroc présents sur le territoire français ont été présentés comme des ennemis intérieurs qui gangrèneraient la France afin de « remplacer » la population blanche. Le drapeau ou le maillot du Maroc ont été décrits comme les signes d'une offensive anti-française visant à détruire les fondements de la civilisation occidentale.
Évidemment, tous les cadres de l'extrême-droite, de Jordan Bardella à Éric Ciotti en passant par Marion Maréchal ou Éric Zemmour, ont apporté leur contribution à ce « grand récit » du grand remplacement et de la haine de l'« arabo-musulman », réelle ou supposée.
Cependant, ne nous trompons pas dans nos analyses. Si cette haine de l'« arabo-musulman » promue par l'extrême-droite a une telle audience en France, les raisons en sont bien plus profondes. Il nous semble nécessaire de la replacer dans un double contexte historique et politique.

Premièrement, cette haine plonge ses racines dans l'histoire de la colonisation et de la suprématie blanche. En effet, la France a mené des conquêtes coloniales génocidaires, instauré des législations d'exception, relégué au ban de l'humanité des populations non-blanches durant des siècles. Cette histoire ne s'est évidemment pas arrêtée avec la décolonisation. Les non-Blancs vivant dans l'Hexagone ont été maintenus dans un état d'exception permanent au travers de différents mécanismes institutionnels. Dans ce cadre, les discours anti-arabes et islamophobes ont servi de justification au maintien de la domination blanche.

Deuxièmement, de manière plus immédiate, nous sommes dans une séquence historique de quarante ans où le racisme colonial s'est redéployé pour désigner un ennemi intérieur « arabo-musulman ». Des législations d'exception islamophobes ont été mises en place pour lutter contre cet ennemi intérieur. Ces dernières années, Emmanuel Macron a fait de la lutte contre le « séparatisme » un élément central de sa politique. Cette lutte contre le « séparatisme » n'est que le dernier succédané de la suprématie blanche contre les ennemis intérieurs que sont les musulmans, réels ou supposés.

Si les violences de mercredi sont indéniablement le fait d'une extrême-droite militante et organisée, l'ensemble du spectre politique français a participé à promouvoir l'islamophobie et plus largement à maintenir la suprématie blanche.
Est-il besoin d'évoquer la participation de la gauche française à l'« aventure » coloniale française ? Est-il nécessaire de se remémorer la dénonciation des grévistes de l'automobile comme « islamistes » par le gouvernement Mauroy (PS) au début des années 1980 ? Est-il indispensable de reparler du rôle de la gauche et de l'extrême-gauche dans le vote de loi islamophobe du 15 mars 2004 sur l'interdiction du foulard dans les écoles publiques ? Est-il obligatoire de rappeler le silence assourdissant de la gauche française concernant la loi sur le « séparatisme » et l'isolement dans lequel se sont retrouvés celles et ceux, majoritairement musulmans, qui se sont mobilisés contre cette loi d'exception ?
Si nous voulons sérieusement lutter contre le racisme et l'islamophobie, nous ne pouvons pas nous limiter à dénoncer les passages à l'acte violents des groupes d'extrême-droite lorsque ceux-ci surviennent. Il est indispensable de porter un regard critique sur le contexte politique qui rend les discours haineux de l'extrême-droite audibles, car le suprémacisme blanc ne se limite pas à quelques groupuscules violents. En vérité, l'hégémonie blanche est défendue, selon des modalités différentes, par l'écrasante majorité du monde politico-médiatique en France.
Les violences de l'extrême-droite ne sont malheureusement que l'expression radicale d'un racisme anti-arabe et d'une islamophobie largement partagés. Autrement dit, les autorisations au passage à l'acte raciste, les humiliations et passages à tabac par les milices racistes dans les camps de migrants, de Tziganes ou dans nos villes et quartiers sont les effets et les conséquences des politiques menées par les gouvernements successifs et leurs supplétifs.

Tant que nous ne nous attaquerons pas aux fondements de la suprématie blanche, nous continuerons à être régulièrement confrontés aux violences, parfois mortelles, de groupes d'extrême-droite organisés.

Sources : Front uni des immigrations et des quartiers populaires et Investig'Action, 20 décembre 2022

Lectures de temps de guerre : Journal de guerre de Valentin Feldman. 1940-1941

Précisons d'emblée combien la publication de ce *Journal de guerre* est précieuse. Elle l'est tout d'abord parce qu'elle fait connaître à un public plus large que celui des seuls spécialistes la figure du philosophe *Valentin Feldman* (1909-1942), qui appartient à cette denrée rare, dont parle l'historien Robert Paxton, à savoir les résistants de la première heure (1940-1941).

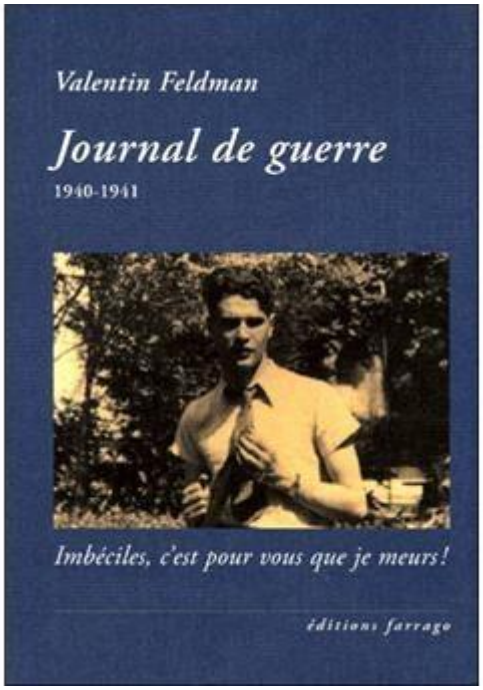
Elle permet aussi de donner la parole à celui dont certains[1] ont parlé, mais qui fut, comme beaucoup d'autres, oublié au fil des années. Enfin, s'il fallait donner un dernier argument en faveur de l'intérêt que revêt le *Journal de guerre* de Valentin Feldman, ce serait, je crois, pour dire combien, en raison de la rareté des témoignages existant sur les mois qui vont de l'immédiate défaite au refus, puis du refus à l'action, son écrit est inestimable. Ce à quoi son *Journal* pourrait être comparé, – parce que c'est le seul témoignage qui a été publié –, ce seraient les *Carnets de la drôle de guerre* de Jean-Paul Sartre, qui, rappelons-le, s'arrêtent en mars 1940. Or, à sa lecture, il apparaît que le journal de Feldman ressemble moins aux *Carnets* de Sartre qu'aux lettres écrites par Georges Bonnefoy[2] lorsqu'il était sur le front ou bien encore à la correspondance privée de Jean Gosset[3] – ancien normalien, agrégé de philosophie, rédacteur à *Esprit* jusqu'en 1939 – lorsqu'il est démobilisé.
Il y a entre les écrits de Jean Gosset et celui de Valentin Feldman beaucoup de similitudes : la même rage devant la défaite, le même désir de continuer à faire « quelque chose » sans trop savoir quoi, ni comment ; la même envie de fuir le réel, soit dans sa thèse pour le premier, soit dans la littérature pour le second, pour mieux se reprendre. Le 14 juillet 1940, Valentin Feldman écrit : « I'ai passé ma mauvaise humeur à graver sur un morceau de bois un *non*. »[4]

Né en Russie en 1909, Valentin Feldman, qui perd son père durant la Première guerre mondiale, arrive en France à 13 ans avec sa mère. Après une scolarité au lycée Henry IV, il poursuit ses études de philosophie à la Sorbonne. Naturalisé français en 1931, il devient agrégé de philosophie en 1939. Engagé dans les batailles politiques de son temps (participation à la campagne électorale à Reims en vue de la victoire du Front populaire et organisation du soutien aux réfugiés républicains espagnols de la région de Fécamp), il adhère au parti communiste en 1937. Malgré des problèmes cardiaques qui le rendent inapte au service, il s'engage sur le front en septembre 1939. Son attitude lors des combats de mai-juin 1940 lui vaut l'attribution de la croix de guerre. À l'automne 1940, il devient agent de liaison :

« 18 novembre [1941]. Être celui qui ne doute de rien. L'aventure n'est pas dans les livres. Être celui qui nie l'aventure parce qu'il fait l'aventure. Et non pas dans le silence docile d'une nuit où, follement, librement, la conscience fuit son propre néant. »[5]
Arrêté en février 1942 à la place d'un autre résistant, il est fusillé au mont Valérien le 27 juillet et lance aux soldats allemands chargés de son exécution : « Imbéciles, c'est pour vous que je meurs ! ».

Fabienne FEDERINI
Journal open edition
19 février 2023

Notes :
1 Cf. notamment Olivier Schwartz, « Valentin Feldman, la connaissance et l'action », in « Visages de la Résistance » *La liberté de l'esprit*, n°16, Lyon, La Manufacture, 1987, pp. 101-105 ; Louis Parrot, *L'intelligence en guerre*, Paris, Le castor austral, 1990, p. 210 ; José Corti, *Souvenirs désordonnés (...-1965)*, Paris, José Corti, collection « 10/18 », 1983, pp. 68-69.
2 Né en 1912 à Agen, Georges Bonnefoy est un camarade de promotion de Jean Gosset. Il devient son ami et partage son engagement à Esprit où il écrit quelques articles. Agrégé des lettres et pensionnaire à la fondation Thiers, il rédige sa thèse sur Alfred de Vigny. Affecté au front en septembre 1939, il est tué le 21 juin 1940 en refusant de se rendre à l'ennemi. Archives nationales, Série ABXIX,, 3038 dossier 9 : « journal » de guerre de Georges Bonnefoy, reconstitué par son père, Lucien Bonnefoy, à partir des lettres de son fils adressées à ses parents et à ses amis et des lettres de condoléances reçues lors de sa mort.
3 Sur Jean Gosset, cf. Fabienne Federini, *Écrire ou combattre : des intellectuels prennent les armes (1942-1944)*, Paris, La découverte, 2006.
4 Ibid., 180.
5 Valentin Feldman, *Journal de guerre...*, op. cit ., p. 321.



https://fr.sott.net/article/41872-Lectures-de-temps-de-guerre-Journal-de-guerre-de-Valentin-Feldman-1940-1941

Protégé par la CIA, amnistié par nos médias, l'idole statufié de Kiev

Bandera, nazi d'Ukraine et champion de l'Occident.

Stepan Bandera nazi ukrainien, combattant avec Hitler et exécuteur en masse de dizaines de milliers de juifs et de résistants communistes, devient chaque jour un peu plus le héros des « démocrates » de l'Occident. Quand elle ne l'oublie, la presse trafique son histoire, transformant le bourreau en nationaliste glorieux ; d'ailleurs en 1945 ne fut-il pas un agent Américain ? Ce qui démontre qu'un paradis existe pour les nazis.

La guerre d'Ukraine a été lancée par la Russie après huit ans d'agression ukraino-occidentale (2014-2022) contre les russophones de l'Est ukrainien. Leurs 14 000 morts, en majorité des civils, avaient intéressé nos grands médias aussi peu que ceux d'Irak, de Serbie, d'Afghanistan et de Syrie, attaqués, depuis 1991, par les États-Unis en quête mondiale de contrôle pétrolier et gazier et autres matières premières, sous couvert de l'OTAN soumis à commandement unique américain depuis sa fondation (1950). La coalition occidentale, qui a d'emblée ridiculisé l'objectif officiel russe de « dénazification » annoncé en février 2022 – conforme aux « principes politiques » inscrits dans le Protocole de la Conférence de Potsdam (1er août 1945), affirme agir contre la Russie au nom de la « démocratie » (nouveau nom du « Monde libre » de l'époque soviétique). La guerre se prolongeant, l'« Occident » fait évoluer le concept de « démocratie » et « couvre » la vénération de l'État ukrainien « allié » pour ses criminels de guerre et d'avant-guerre. Ainsi érige-t-il le nazi ukrainien Stepan Bandera (1909-1959) en héraut de l'« indépendance ukrainienne » : léger défaut qu'il lui pardonne autant qu'à la « démocratie » ukrainienne post-Maïdan la promotion des groupements nazis et les coups de gourdin que le milliardaire Zelenski, digne successeur du milliardaire Porochenko, administre au peuple ukrainien : destruction du code du travail, des horaires aux salaires, et interdiction des partis et journaux d'opposition, requis par les « investisseurs » états-uniens.

Bandera n'est devenu un « héros national » que depuis la « Révolution orange » américaine de 2004, et surtout depuis le coup d'État de Maïdan organisé en février 2014 par Washington contre un intolérable gouvernement ukrainien, légal mais prorusse. Sa cheffe d'orchestre la vice-secrétaire d'État aux affaires politiques, Victoria Nuland, madone néo-conservatrice du National Endowment for Democracy (CIA) et russophobe (et sinophobe) compulsive, assure son poste ukrainien depuis 1993, sous gestion démocrate ou républicaine (hors présidence Trump). Elle a avoué le 13 décembre 2013 devant le National Press Club, dans une conférence financée par le groupe pétrolier Chevron, puis le 15 janvier 2014 devant le comité de politique extérieure du Sénat, que le gouvernement américain avait, depuis la chute de l'URSS, « dépensé cinq milliards de dollars » pour faire triompher la « démocratie » en Ukraine et que Chevron avait signé le 5 novembre précédent un accord pour dix milliards de dollars d'investissement en vue de forages qui mettraient fin à la « dépendance du pays envers la Russie ». Mme Nuland, cantinière des putschistes de Maïdan, a depuis lors fabriqué les gouvernements ukrainiens et présidé, avec le reste de l'appareil d'État, au réarmement jusqu'aux dents de l'Ukraine, que Washington a intégrée de fait aux opérations de l'OTAN depuis juillet 2021.

L'intimité des États-Unis avec le nazisme ukrainien en général a précédé la chute de l'URSS. Leur intérêt pour la caverne d'Ali Baba ukrainienne, comme celui de tous les impérialismes, n'a jamais cessé depuis l'« ouverture » de la Russie tsariste, qui leur avait cédé son économie moderne et concentrée, de la banque aux matières premières. Comme le Reich occupa longtemps le devant de la scène ukrainienne, surtout depuis la Première Guerre mondiale, les banques américaines accompagnèrent celles du Reich dans l'entre-deux-guerres. Mais au rôle second que dictait alors le primat allemand.

Car le Reich, première puissance à reconnaître la Russie en 1922, tint le haut du pavé dans la Russie soviétique traitée en paria par la « communauté internationale » impérialiste. Même dans l'Ukraine qu'il avait arrachée,

en 1918 (jusqu'à sa défaite de novembre), à la Russie assaillie de toutes parts par quatorze puissances impérialistes de 1918 à 1920, et que les bolcheviques reconquirent depuis 1920. En reconnaissant l'État soviétique, Berlin y récupéra sa capacité de nuisance, « couvert » par le Vatican : auxiliaire du Reich depuis la fin du 19e siècle et plus encore depuis 1914, la Curie mandata le clergé catholique germanique à l'espionnage militaire préparatoire au nouvel assaut projeté.

Les nazis bandéristes dans l'avant-guerre

C'est dans ce contexte que grandit Bandera, produit-type de l'uniatisme de Galicie orientale (Ukraine occidentale), arme de guerre de l'Église romaine contre l'orthodoxie depuis 1595-1596. Fils d'un prêtre uniate, il fut élevé comme ses pareils dans la haine fanatique des Polonais, des Russes, des juifs et des opposants, sous l'autorité d'Andreï Szepticky évêque uniate de Lemberg (Lwow en polonais, Lvov en russe, Lviv en ukrainien) nommé en 1900. Russophobe, polonophobe et antisémite de choc, Szepticky devait comme tous ses prédécesseurs convertir les orthodoxes de l'Est, mission liée à la conquête germanique. Ce fut d'abord au service de Vienne, maîtresse de la Galicie orientale, puis, Pie X préférant depuis 1907 les puissants Hohenzollern aux Habsbourg moribonds, l'évêque accompagna jusqu'à sa mort (novembre 1944) le Drang nach Osten (« poussée vers l'Est ») du Reich, impérial, « républicain » et hitlérien.

Le Reich, qui finançait avant 1914 « l'autonomisme ukrainien » contre la Russie, transforma l'Ukraine en fief militaire pendant la Première Guerre mondiale. Il accrut ensuite l'effort dans la Galicie orientale, dévolue en 1921 par la France antisoviétique à la Pologne réactionnaire Depuis 1929, Berlin entretenait l'« Organisation des Ukrainiens nationalistes » (OUN) que Stefan Bandera (20 ans), « chef de l'organisation terroriste ukrainienne en Pologne », avait fondée avec ses fidèles lieutenants Mykola Lebed et Iaroslav Stetsko. Ils participèrent, à la campagne antisoviétique sur « la famine génocidaire en Ukraine » décrite dès 1987 par le photographe et militant syndicaliste canadien Douglas Tottle, pionnier de l'étude du nazisme ukrainien. Lancée par le Reich et le Vatican, à l'été 1933, c'est-à-dire après que l'excellente récolte de juillet eut mis fin à la disette ou à la famine, répercutée avec zèle par tous leurs alliés, dont la Pologne, avec pour centre Lwow, elle prépara idéologiquement la conquête de l'Ukraine. Berlin et le Vatican s'étaient engagés par un des deux articles secrets du Concordat du Reich de juillet 1933 à la mener ensemble.

Les bandéristes rendirent en Pologne aussi de grands services, non seulement contre les juifs mais aussi contre l'État. Bandera et Lebed assassinèrent le 15 juin 1934, année faste des attentats allemands contre les chefs d'État et ministres, le ministre de l'Intérieur polonais, Bronisław Pieracki, pourtant en extase, comme ses chefs, Pilsudski et Beck, devant « l'ami allemand ». Les nazis de l'OUN jouaient en Galicie orientale, a écrit Grzegorz Rossolinski-Liebe en 2014 dans sa thèse de référence sur Bandera, le même rôle que les oustachis croates d'Ante Pavelitch, les nazis slovaques du Parti Hlinka, les Gardes de fer roumains et autres nazis d'Europe orientale : gavés de marks, ils avaient tous « adopté le fascisme, l'antisémitisme, le suprématisme racial, le culte de la guerre et toute une gamme de valeurs d'extrême droite ». Pour ne pas froisser ses « amis » allemands, Varsovie commua la peine de mort de Bandera et Lebed édictée (seulement) en 1936 en prison à vie. L'occupant allemand les en libéra dès l'invasion de septembre 1939.

Les nazis bandéristes dans la Deuxième Guerre mondiale

Depuis lors, l'OUN uniate, puissante en Ukraine slovaque et polonaise (absente d'Ukraine soviétique), fut le laquais du Reich. Elle fut subdivisée en 1939-1940 en OUN-M et OUN-B, respectivement dirigés par Andrei Melnik et par le trio Bandera-Lebed-Stetsko, divisés seulement par leur désaccord, de façade, sur « l'indépendance ukrainienne » : Melnik n'en parlait plus, Bandera chérissait par le verbe « l'indépendance » dont le Reich ne voulait à aucun prix.

Les deux OUN aidèrent le Sipo-SD (la Gestapo) et l'Abwehr à préparer l'occupation de la Pologne, puis de l'URSS. Ses membres peuplèrent les « académies [allemandes] de police » de Pologne occupée et accrurent leurs ravages après Barbarossa : aux côtés de la Wehrmacht, ils liquidèrent immédiatement 12 000 juifs en Galicie orientale, et ne cessèrent plus. Supplétifs du Sipo-SD, ils torturèrent et exterminèrent sans répit avec la bénédiction des clercs uniates, dont Szepticky, bénisseur des bandéristes de la 14e Légion des Waffen SS Galicia (1943-1944) et d'ailleurs. Dans les Einsatzkommandos, les prisons, les camps de concentration et ailleurs, les deux OUN massacraient les « ennemis de la nation ukrainienne » : Ukrainiens « non loyaux », juifs de toute nationalité, Russes et Polonais non juifs, dont les 100 000 de Volhynie, exploit de Bandera qui perturbe les actuels rapports (faussement) idylliques Varsovie-Kiev. En Pologne et en URSS, jusqu'à la libération soviétique complète de l'Ukraine (Lvov, juillet 1944), ces champions du « nettoyage ethnique » jouèrent dans « la destruction des juifs » le rôle des « États satellites [du Reich] par excellence » (Croatie et Slovaquie). Le conflit officiel, très secondaire, entre Berlin et les bandéristes, sur « l'indépendance »

ukrainienne, valut en 1942 à Bandera et Stetsko l'emprisonnement en « camp d'honneur » à Sachsenhausen (à 30 km de Berlin). Lebed, en fuite, dirigea en leur nom l'« armée insurrectionnelle ukrainienne » (UPA) : formée en 1942 de ces polices auxiliaires de la Wehrmacht et de la SS, l'UPA liquidait les ennemis communs. Bandera et Stetsko auraient été libérés de leur « bunker d'honneur » hôtelier jusqu'en septembre 1944, contèrent-ils a posteriori à la CIA. En juillet 1944, une grande partie des massacreurs avait quitté l'Ukraine dans les fourgons allemands. Berlin fonda pour ses nazis ukrainiens le « Conseil suprême ukrainien de libération » (UHVR), puis, en novembre 1944 un « Comité national ukrainien » à majorité bandériste. Haute preuve de « résistance nationale et antinazie » ! La prise soviétique de Berlin les précipita à Munich, centre historique du nazisme intérieur et de l'expansion du Deutschtum depuis l'entre-deux-guerres, devenu au printemps 1945 une des capitales de la zone d'occupation américaine. Sur les « 250 000 Ukrainiens » établis en 1947 « en Allemagne, en Autriche et en Italie », prétendues « personnes déplacées », « un grand nombre étaient des membres avérés ou des sympathisants de l'OUN »
Le reste des criminels de l'OUN-UPA étaient restés en Galicie orientale désormais soviétique où, clandestins, ils massacrèrent encore, sous la houlette de leurs clercs uniates : « en Ukraine occidentale », des « dizaines de milliers » d'entre eux tuèrent « 35 000 cadres de l'armée et du parti soviétiques entre 1945 et 1951 », dirigés par leurs amis étrangers, non plus seulement allemands, mais aussi américains.

De la légende post-Stalingrad du combat pour l'indépendance nationale aux articles du Monde de janvier 2023

La défaite du Reich se profilant après Stalingrad, l'OUN-UPA commença à s'inventer une histoire « résistante » : clé de la propagande russophobe actuelle, cette légende fut diffusée dans tout l'« Occident » quand la clique Bandera devint officiellement « alliée » contre l'URSS. Ainsi se développa le mythe d'une « résistance des nationalistes ukrainiens » aussi antinazie qu'antibolchevique, qu'entretient désormais la grande presse « occidentale ». Le Monde a consacré les 7 et 8 janvier à Bandera, deux articles à ce héros naïf de l'indépendance ukrainienne. Le premier, « Stepan Bandera, l'antihéros ukrainien glorifié après l'agression russe » poussait l'indulgence à tel point qu'il y en eut, peut-être devant des réactions nombreuses, un second. Le titre fut plus engageant « Guerre en Ukraine : le mythe Bandera et la réalité d'un collaborateur des nazis », pas le contenu : Bandera « luttait par tous les moyens pour libérer l'Ukraine des jougs successifs de la Pologne et de l'Union soviétique ». Il ne collabora avec « l'Allemagne nazie » que pour ce noble objectif qui lui fit voir en Hitler « un allié possible pour lancer la révolution nationale ukrainienne contre l'oppresseur soviétique qui avait orchestré, entre autres atrocités, la grande famine de 1932-1933, l'Holodomor, décimant de 3 à 5 millions d'Ukrainiens. » Il avait donc bien des excuses.
Les deux articles, truffés de gros mensonges et de mensonges par omission, font de Bandera « un symbole de résistance et d'unité nationale », un héros complexe et « contesté ». Ce qualificatif a indigné Arno Klarsfeld, qu'alarme désormais la glorification « occidentale » des nazis ukrainiens : « Le Monde devient un journal partial et mensonger : Bandera n'est pas une figure "controversée", il a activement participé à la Shoah. Comment Le Monde qualifierait Goring ? "controversé" lui aussi ? honte pour un journal sérieux !!! c'est réellement honteux. »
Le 15 mars 2014, le journal admettait encore que le coup d'État de Maïdan avait mis les nazis à la tête de l'Ukraine. Certes, avec sa russophobie héritée de l'organe du Comité des Forges, Le Temps, son prédécesseur : « L'extrême droite ukrainienne, cible inespérée pour Moscou. La visibilité sur Maïdan des groupuscules néonazis, ultra-minoritaires, nourrit la propagande russe contre le nouveau pouvoir à Kiev ». Alors, fondée ou pas ?
La science historique avait avancé dès 1987, avec Tottle sur la « famine génocidaire », sur les massacres et sur les escroqueries de l'OUN-OPA sur ses activités de 1929 à 1945. Rossolinski-Liebe dont l'après-« révolution orange » en Ukraine a menacé la sécurité personnelle et interdit les conférences , a complété le tableau sur le criminel absolu Bandera. L'article du Monde du 8 janvier mentionne sa thèse, sans mot dire, et pour cause, de son contenu.
Les héros ukraino-nazis de « l'indépendance nationale » ont compté beaucoup dans les longs préparatifs de la présente ère américaine de l'Ukraine. Dans leur objectif de conquête mondiale, les États-Unis incluaient la Russie en général, et l'Ukraine en particulier, mais durent ici se contenter à l'ère allemande de « l'Europe » d'un rôle mineur. Le capital financier américain s'était, depuis 1919, associé aux capitaux allemands en Europe orientale. Sa grande presse, dont Hearst, porte-parole des milieux germano-américains, participa à la campagne sur « la famine génocidaire en Ukraine » à partir de 1935 – cinquante ans avant le tapage reaganien sur « l'Holodomor » (son nouveau nom). La fin de la Deuxième Guerre mondiale sonna l'heure, sinon de la

relève du Reich, de la collaboration avec les héritiers du Reich en vue, notamment, de la conquête de l'Ukraine.
La stratégie américaine de conquête de l'Europe entière se dévoila entre le compromis territorial de Yalta en février 1945, haï d'emblée, et la décision définitive, en 1947-1948, de liquider, non seulement la zone d'influence soviétique, mais l'État soviétique avec. La tâche fut confiée à Frank Wisner et George Kennan. Wisner, avocat d'affaires de Wall Street, avait été envoyé en 1944 en Roumanie par l'avocat d'affaires Allen Dulles, chef de l'OSS-Europe depuis novembre 1942, à Berne : il fallait éviter un avenir soviétique à ce pays champion des massacres antisémites en négociant avec ses élites qui y avaient trempé. Kennan, diplomate, avait passé sa carrière depuis 1931 à Riga (Lettonie) puis dans divers postes, à combattre l'URSS. Le Département d'État confia donc à ce tandem, dans le cadre de la CIA (successeur officiel de l'OSS) fondée en juillet 1947, l'application de la directive 10/2 du National Security Council du 18 juin 1948 qui prescrivait la liquidation générale du socialisme européen. Vedette de la Guerre froide, Kennan, raisonnable depuis sa retraite, mit, en vain, Washington en garde contre l'expansion de l'OTAN à l'Est, contre la Russie, après 1991.
L'Ukraine occupait dans cette ligne un rôle central, et Washington s'appuya sur l'expérience de l'Allemagne (occidentale) redevenue alliée à peine vaincue (comme après la Grande Guerre). L'historien Christopher Simpson a décrit dès 1988 l'incroyable sauvetage-recyclage par l'OSS et ses successeurs (« Strategic Services Unit » puis CIA) des criminels de guerre européens, Allemands et Ukrainiens en-tête. Harry Rositzke, chef depuis 1945, à Munich, des « opérations secrètes à l'intérieur de l'URSS » des nazis ukrainiens – et agent loyal qui ne cita aucun nom, fit cet aveu en 1985 : « Nous savions parfaitement ce que nous faisions. La base du boulot était de se servir de n'importe quelle ordure du moment qu'elle était anticommuniste ». Les historiens américains Breitman et Goda, spécialistes de la « Shoah » collaborateurs réguliers du Département d'État, ont complété le dossier en 2010.
Washington eut grand besoin du Vatican qui, sauveteur de masse des criminels de guerre via le clergé européen, maintint sa collaboration avec les héritiers du Reich mais l'adapta à son alignement sur les États-Unis maîtres de l'« Europe occidentale » et grands bailleurs de fonds (à usage intérieur, italien, et international). La Curie continua à gérer son vivier uniate de Lvov, via les prélats et les prêtres clandestins. Avait succédé à Szepticky décédé en novembre 1944 le chef bandériste Ivan Bucko, ancien « évêque auxiliaire de Lvov » (depuis 1929), associé aux préparatifs de Barbarossa puis à la « rechristianisation » ratée des Russes. Washington agréa dès l'été 1945 cet « expert du Vatican sur les questions ukrainiennes [d']opinions radicalement antirusses », comme « visiteur apostolique des Ruthènes de l'armée d'Ukraine » (l'OUN-UPA), chef, à Rome, jusqu'en 1971, « des Ukrainiens en Europe occidentale » .
Dès juillet 1944, juste avant l'entrée de l'Armée rouge à Lvov, les massacreurs du « Conseil suprême ukrainien de libération » (UHVR) avaient, prélats compris, traité, sous l'aile romaine, « avec les gouvernements occidentaux ». Les alliés-rivaux anglais et américains collaborèrent avec les groupes dirigés, d'une part, par Bandera-Stetsko (80% des effectifs ukrainiens des « camps de personnes déplacées en Australie, au Canada, en Grande-Bretagne, aux États-Unis et autres pays occidentaux à la fin des années 1940 ») et, d'autre part, par Lebed et le prélat uniate Ivan Hrinioch, agent de liaison avec le Vatican.
Les Américains avaient dès mai 1945 récupéré et installé, tout près de Munich, comme espion en chef, le général nazi (membre du NSDAP) de la Wehrmacht Reinhard Gehlen : chef du « renseignement militaire allemand sur le front de l'Est » dans l'URSS occupée (Fremde Heere Ost, FHO), Gehlen, responsable des « interrogatoires », avait dirigé les collaborateurs soviétiques de toutes les régions occupées, dont l'Ukraine et fabriqué depuis 1942 l'armée Vlassov. Ces soldats de l'Armée rouge ralliés à la Wehrmacht pour ne pas périr formèrent des bandes criminelles qui rendirent, en URSS et jusque contre les résistants français en 1943-1944, les mêmes services que les nazis uniates. Gehlen, grand criminel de guerre, reçut en 1945 d'immenses responsabilités : l'espionnage de renseignement et d'agression contre l'URSS, mais aussi l'action anticommuniste en zone américaine. Adenauer, qui l'appréciait autant, lui confia, à la fondation de la RFA, à l'automne 1949, ses services secrets : le grand nazi Gehlen dirigea donc le Bundesnachrichtendienst (BND) jusqu'à sa retraite en 1968. Vu l'expérience allemande acquise depuis la décennie 1930, son apport en Ukraine fut décisif. Entouré exclusivement d'anciens nazis, dont ses anciens adjoints en URSS occupée, Gehlen maintint donc sans rupture la collaboration germano-ukrainienne.
Londres et Washington collaborèrent et rivalisèrent dans l'usage de Bandera et de ses sbires. Washington fut plus discret mais laissa les bandéristes (majoritaires) et autres membres de l'OUN se reconstituer à Munich et alentour. Les alliés-rivaux refusèrent sous tous les prétextes de livrer Bandera et autres criminels de guerre ukrainiens « réfugiés » à l'URSS, qui les réclamait depuis le début de 1946 pour les juger. Les Américains aidèrent Bandera à s'installer à Munich dès août 1945, lui forgèrent des papiers d'identité (au nom

de Stefan Popel) et autres faux documents, dont l'un d'« interné dans les camps de concentration nazis du 15 septembre 1941 au 6 mai 1945 [et] libéré du camp de concentration de Mauthausen » une des légendes de la presse « occidentale » actuelle. Ils le logèrent et lui procurèrent maintes facilités, dont un lot de cartes de journaliste, y compris pour un journal « français ».
La CIA confia à Gehlen et à son BND le soin de « traiter » le compromettant Bandera, au service des « opérations » militaires en Ukraine – toujours classifiées. Bandera rapportait directement à Heinz Danko Herre, ancien second de Gehlen à la Fremde Heere Ost affecté entre autres à l'armée Vlassov et qui, « principal conseiller de Gehlen » au BND, adorait Bandera : « nous le connaissons depuis à peu près 20 ans, et, il dispose en Allemagne et en dehors, de plus d'un demi-million de partisans. » Washington fit traîner la demande de visa pour séjour aux États-Unis déposée par Bandera depuis 1955, mais le BND voulait mettre en contact direct son cher Bandera et les nazis ukrainiens d'Amérique, immigrés par dizaines de milliers depuis la fin des années 1940 : la complicité entre CIA et ministère de la Justice américain permit de violer la loi interdisant l'immigration aux nazis. « Les responsables de la CIA de Munich » finirent par accepter « l'octroi du[dit] visa en 1959 », mais Bandera ne put gagner les États-Unis : un agent du KGB l'exécuta à Munich, le 15 octobre 1959, « les Soviétiques ayant décidé qu'ils ne pouvaient se permettre la résurrection de l'alliance entre l'espionnage allemand et les fanatiques ukrainiens » (Breitman et Goda). Voilà pourquoi l'actuel « héros national » de l'Ukraine « indépendante » n'étendit pas ses activités outre-Atlantique.
Washington avait poursuivi, toujours en collaboration avec le BND, ses œuvres en Ukraine et alentour, notamment en Tchécoslovaquie, « la CIA fournissant l'argent, les approvisionnements, l'entraînement, les facilités radio et les parachutages des agents entraînés » de l'UPA. Aux États-Unis mêmes, la CIA promut d'autres alliés bandéristes en hérauts de la « démocratie » ukrainienne, tel Mykola Lebed, « sadique notoire et collaborateur des Allemands », qui avait début 1945 pris contact avec Allen Dulles à Berne : elle fit immigrer ce « chef responsable d'"assassinats de masse d'Ukrainiens, de Polonais et de juifs" », dénoncé par des immigrés d'Europe orientale, l'installa à New York en « résident permanent », puis fit naturaliser ce chef de la propagande « nationale ukrainienne » aux États-Unis. Depuis 1955, « des tracts furent jetés par avion au-dessus de l'Ukraine, et des émissions de radio intitulées Nova Ukraina furent diffusées depuis Athènes pour consommation ukrainienne ». Tous les pays de l'OTAN furent mobilisés à cet effet.
Quand le fiasco hongrois de novembre 1956 eut stoppé les actions militaires en Europe orientale (et poussé l'obsessionnel Wisnan Ber à la folie), fleurit une prétendue « association sans but lucratif » (financée, comme le reste, par la CIA), dite Prolog, chargée d'inonder l'Ukraine de propagande antisoviétique. Hrinioch, second de Lebed, en dirigea l'antenne de Munich, l'« Ukrainische Gesellschaft für Auslandsstudien » (Société ukrainienne pour les études sur l'étranger). En « 1957, Prolog diffusa 1 200 programmes radiophoniques à raison de 70 heures par mois, et distribua 200 000 journaux et 5 000 tracts. » Elle organisait la distribution des « livres d'écrivains et poètes ukrainiens nationalistes », y compris en Ukraine soviétique, « jusqu'à la fin de la Guerre froide ». Elle « finançait le voyage des étudiants et des universitaires ukrainiens aux conférences universitaires, aux festivals internationaux de la jeunesse » et autres manifestations : à leur retour, les subventionnés rendaient compte à la CIA. Prolog était le seul « truchement des opérations de la CIA en direction de la République soviétique d'Ukraine et de ses quarante millions de citoyens ukrainiens. »
Dans les années 1960, les bandéristes américains, dont Lebed, firent leur conversion publique au philosémitisme, dénonçant systématiquement « les Soviétiques pour leur antisémitisme » thème très en vogue ces temps-ci. L'aristocrate catholique polono-américain Zbigniew Brzezinski, pilier depuis les années 1950 de la subversion permanente de l'URSS et de la scission Ukraine-Russie , préconisa en 1977, comme conseiller à la sécurité nationale de Jimmy Carter, l'extension de ce magnifique programme. Dans les années 1980, entre Carter et Ronald Reagan, Prolog se diversifia en direction des « autres nationalités soviétiques, qui incluaient les dissidents soviétiques juifs, suprême ironie », selon Breitman et Goda. Tactique géniale, après des décennies d'hostilité ou d'indifférence aux juifs européens, puisque la propagande « occidentale » transforma une URSS jadis haïe comme judéo-bolchevique en symbole de l'antisémitisme.
Les opérations américano-germano-ukraino-nazies contre l'URSS et l'Europe orientale, nommées « Cartel » puis « Aerodynamic » puis, dans les années 1980, « Qrdynamic », « Pddynamic » et « Qrplumb » n'avaient jamais cessé. L'étude de Breitman et Goda s'achève en 1990, « au seuil de l'effondrement » de l'URSS : tout était alors prêt, en Ukraine, pour la phase suivante, gérée par Mme Nuland et les siens.

Annie LACROIX-RIZ

Annie Lacroix-Riz, agrégée d'histoire, docteur ès lettres, professeur émérite d'histoire contemporaine à l'université Paris VII - Denis Diderot, est spécialiste des relations internationales dans la première moitié du XXe siècle.

URL de cet article 38481 : https://www.legrandsoir.info/bandera-nazi-d-ukraine-et-champion-de-l-occident.html

Existe-t-il une écologie d'extrême-droite ?

Depuis plus de trente ans, des ouvrages alertent régulièrement sur les liens supposés entre l'écologie politique et le conservatisme, et même l'extrême-droite. Un livre récent consacré aux verts-bruns n'est pas plus convaincant que les précédents. Un défaut de méthode et un argumentaire construit sur des ressemblances superficielles conduisent à un naufrage éditorial.

À propos de Stéphane François, Les verts-bruns. L'écologie de l'extrême-droite française, Lormont, Le bord de l'eau, 2022.

Dans cet ouvrage, Stéphane François entend montrer qu'à côté de l'écologie politique de « filiation progressiste », bien connue, existe une autre écologie, « tout aussi ancienne, ouvertement réactionnaire et/ou antimoderne, née de l'héritage du romantisme », dont l'étude aurait été négligée (p. 9). L'auteur ambitionne « d'en brosser le panorama complet », sous un angle descriptif voire ethnologique (p. 10). De là, il soutient qu'il est « absurde » de soutenir que l'une écologie est forcément de gauche, comme nous l'avons nous-même soutenu, ou plus précisément une écologie de gauche et du centre[1]. Au contraire, il existerait une ambigüité doctrinale fondamentale dans l'écologie, qui justifierait qu'on rapproche cette dernière de la pensée conservatrice. Partant de là, S. François croit identifier des porosités entre les différentes familles idéologiques de l'écologie politique. La démonstration n'est guère convaincante : la thèse d'une « écologie d'extrême-droite » est inconsistante. Tout au plus existe-t-il des points de ressemblance superficielle entre l'écologie politique et des groupuscules aux soubassements idéologiques très différents.

L'ouvrage est organisé en 8 chapitres. Le premier est constitué d'une généalogie de la supposée écologie « d'extrême-droite », où l'on retrouve toujours les mêmes personnages, pour qui suit la question depuis quelque temps : Alain de Benoist, le fondateur de la « Nouvelle Droite » dans les années 1970, qui n'avait rien d'écologiste, mais changea apparemment de cap tardivement comme en témoigne son livre sur la décroissance publié en 2007 ; le GRECE, centre qu'il a fondé, qui paraît s'intéresser à l'écologie ; les aventures de divers individus aux trajectoires spécifiques tels que Laurent Ozon passé des Verts au Front National, avant de disparaître de la scène publique ; ou encore diverses personnalités issues du nazisme qui semblent ou ont semblé déclarer un intérêt pour l'écologie. Le second chapitre cherche à montrer comment des mouvements contemporains articulent « écologie » et « identité », au travers par exemple de la lecture de magazines tels que Terre et peuple. De Benoist est de nouveau omniprésent, alors qu'il n'a pas de mouvement derrière lui.

Le troisième chapitre prétend que « le néopaganisme est devenu l'une des spiritualités importantes de l'extrême-droite à partir de la seconde moitié des années 1980 » (p. 59), cherchant à refermer une « parenthèse chrétienne » jugée avoir été importée dans les cultures européennes, conduisant à les dénaturer. La Nouvelle droite est de nouveau très présente. Un quatrième chapitre nous emmène du côté des survivalistes et nous retrouvons des figures bien connues des spécialistes, telles que Piero San Gorgio, auteur de plusieurs livres et dispensant des formations pour « survivre à l'effondrement économique » qu'il considère comme imminent, ou Alain Soral, qui « théorise » parfois les implications concrètes d'un effondrement écologique. Le cinquième chapitre s'intéresse aux dimensions antimodernes de la droite extrême.

Le sixième chapitre tente de regrouper de manière synthétique les questionnements de l'auteur quant aux « convergences » entre « écologie politique » (p. 6) et extrême-droite, qui sont déjà indiquées dans les têtes de chapitre précédents : identité, néopaganisme, survivalisme et critique de la modernité. Le dernier chapitre cherche quant à lui à montrer que les luttes anticoloniales qui habitent en effet l'écologisme depuis ses origines, à l'exemple de Robert Jaulin, participeraient d'un même relativisme culturel que celui de l'extrême-droite.

Des accusations de longue date contre l'écologisme

Le problème principal qui ressort de la lecture de cet ouvrage est son air de déjà vu, qui signale à quel point est ancienne et persistante cette volonté de discréditer l'écologie en la rattachant à des origines historiques réactionnaires. Luc Ferry, dans Le nouvel ordre écologique publié en 1992[2] à l'occasion du Sommet de Rio sur l'Environnement et le Développement[3], en même temps que l'Appel de Heidelberg, s'inquiétait déjà de la montée d'une idéologie irrationnelle et anti-progrès, antimoderne, localiste, « survivaliste », bref conservatrice[4]. Le philosophe, défenseur d'un libéralisme de type républicain[5], européen, extrêmement confiant dans les ressources de la science et de la technique face aux enjeux écologiques qui lui paraissent tout-à-fait surmontables par cette maitrise moderne de la nature, cherchait alors à montrer que l'écologisme ne faisait que se réapproprier la notion « d'ordre naturel » défendue par Louis de Bonald[6] ou par le nazisme.

Pourtant, ce que les écologistes entendent par « ordre naturel » a un tout autre sens. Le concept de nature renvoie à la biosphère, saisie par la science nommée « écologie » au sens large (y compris l'ingénierie et la science des matériaux

par exemple). L'enjeu est d'équilibrer le métabolisme que chaque société entretient avec le milieu. Du côté conservateur, le concept de nature renvoie à un autre horizon : une essence de l'ordre social, dont l'équilibre avec la nature (au sens de la science écologique) est au mieux une composante, sans même que cette composante soit indispensable[7].
Ainsi, pour Bonald, l'ordre politique repose-t-il sur la royauté et le patriarcat. Il n'y a pas à en discuter, puisqu'il est « naturel », au sens de conforme à l'essence humaine. Du côté du nazisme, on trouve un discours sur la hiérarchie des races et leur espace vital. Les points de convergence sont anecdotiques. Qu'Hitler ait été végétarien ne l'a pas empêché de dévaster les écosystèmes, tant par la guerre que par l'industrialisation rapide, dont les autoroutes sont l'un des symboles les plus voyants.

Autoroute allemande 1936-1939

Dans un travail approfondi de confrontation entre les thèses réellement défendues par l'écologie politique et les affirmations de ses opposants, j'ai moi-même essayé de montrer en quoi le propos de Ferry relève de la confusion, pas toujours de bonne foi[8]. Ultérieurement je me suis intéressé au cas du conservatisme[9]. Les spécialistes de l'écologie politique ont également noté combien ce mouvement se distingue en général par un souci assez fort de se différencier de l'extrême-droite[10], précisément parce qu'il est fréquemment confronté à des accusations de cet ordre, qui cherchent à rapprocher ce qui ne peut pas l'être, mais font partiellement mouche sur le plan rhétorique, dans l'espace public et même parfois académique. D'autres chercheurs ont confirmé par d'autres moyens combien l'extrême-droite est éloignée des thèses écologistes, et ceci pour une raison bien simple : ce mouvement se situe principalement à gauche et au centre, comme peuvent l'illustrer de nos jours respectivement Sandrine Rousseau et Corinne Lepage.
Mais de tous ces débats, qui existent de longue date, S. François ne dit rien. Il s'en tient à une bibliographie très limitée, dont il admet qu'elle est focalisée sur ses propres travaux et les thèses d'Alain de Benoist et du GRECE. Pour ceux qui suivent ces débats, l'apport est donc très restreint et les conclusions très discutables.

Une série d'amalgames

Reprenons alors la démonstration, une nouvelle fois. La confusion intervient de deux manières.
La première est de procéder par l'amalgame. Celui-ci consiste à ne retenir de deux idées distinctes que ce qui les rassemble, et à conclure qu'elles sont similaires voire identiques, ou en tout cas que des « porosités » (p. 12) existeraient, voire des « convergences ». Par exemple : l'écologie politique évoque parfois la nature-mère, ce qui serait une tendance néopaganiste. Sauf que le néopaganisme d'extrême-droite s'intéresse peu à la nature ou à l'écologie : c'est des racines européennes pré-chrétiennes dont il se soucie.
Alors certes les Gaulois étaient peut-être « écolo » à leur manière, au sens où ils ne vivaient pas dans une société industrialisée. Mais une lecture même rapide de magazines comme Terre & Peuple montre que cet aspect demeure très secondaire derrière l'antiaméricanisme et la peur du « grand remplacement ». Le GIEC est dénoncé comme une imposture aussi bien que les éoliennes. La référence au paganisme fonctionne avant tout comme la réaffirmation d'une essence française débarrassée des religions nord-africaines, dont le christianisme et le judaïsme sont l'une des branches. Enfin, rien ne démontre que les modes de vie pré-industriels évoqués sont forcément « écologiques ».

Le néolithique a vu disparaître la mégafaune et les incendies causés par l'humanité se voient dans les couches géologiques, à tel point qu'un débat existe pour savoir quand faire commencer l'Anthropocène[11]. L'Europe pré-industrielle a rasé ses forêts, ce qui l'a poussé à s'intéresser au charbon de terre[12]. On pourrait multiplier les exemples[13]. De toute manière, ce n'est pas cet aspect qui intéresse l'extrême-droite.
Passer sous silence les différences qui animent ces visions, ce n'est pas constater de manière objective l'existence de porosités (puisque S. François insiste sur la neutralité axiologique de sa démarche) : c'est les construire, c'est les apporter et les fabriquer là où elles n'existent pas. Un travail un peu solide sur le plan de l'étude des idéologies décompte aussi bien les divergences que les points d'accord ; ceci, en tenant compte du fait que les concepts politiques sont « essentiellement contestés », à savoir que les mêmes mots ont un sens divergent suivant le parti considéré, et cela, en fonction de l'effet que chacun des acteurs veut produire sur le contexte partagé d'action[14].
Sans cela, l'analyse est faussée et ce qui est de gauche est confondu avec ce qui est de droite. En réalité le paganisme d'extrême-droite renvoie à une nature mythologique ancrée dans un passé nostalgique, et l'on ne trouve rien de tel chez les écologistes qui usent certes de la métaphore de la nature-mère, mais en s'appuyant sur une critique scientifiquement argumentée (par l'écologie, entre autres), débouchant sur l'objectif d'un métabolisme équilibré, à l'échelle globale, avec la biosphère. À la base de l'écologisme, il y a un cosmopolitisme séculier, et non un réenracinement fantasmatique.
La démonstration pourrait être faite de la même manière pour toutes les « porosités » allégées par S. François : le « localisme », le « survivalisme », le « respect de la terre », l'enjeu de la « paysannerie », la terre comme « espace culturel », la critique du christianisme, « l'organicisme », « le végétarisme », « les médecines douces », etc. On comprend qu'il serait très fastidieux de reprendre chacune de ces confusions, qu'il faudrait resituer dans son contexte, etc. L'amalgame fonctionne d'autant mieux que le nombre élevé de rapprochements opérés par l'auteur est mis en scène comme une accumulation de preuves apparentes d'une « convergence »…, alors qu'il s'agit de la répétition de la même erreur méthodologique. Il n'y a pas de nombreuses convergences entre l'écologie politique et l'extrême-droite, mais de nombreuses confusions dans le livre de S. François.

Si ces confusions sont possibles, c'est aussi parce que « l'écologie politique » n'est pas définie dans l'ouvrage. S. François s'y réfère fréquemment, mais il n'en fournit aucune définition conceptuelle. Faute de définition précise, le lecteur n'a plus à sa disposition, pour chaque mot discuté (« localisme », etc.), qu'un sens commun vague, nourri des confusions véhiculées par les médias.
Le « localisme » de l'extrême-droite semble en effet à première vue converger avec le « consommer local » des écologistes. Mais c'est une erreur : les deux poursuivent des objectifs très différents, sur la base de justifications qui sont aux antipodes l'une de l'autre. Le lecteur ne peut pas le savoir, puisque le sens précis et spécifique que l'écologie politique donne à ce concept est absent du livre. La démonstration tourne en vase clos.

Si ces confusions sont possibles, c'est enfin parce que les rapprochements opérés ne sont pas replacés dans le contexte plus large des idées dominantes de l'extrême-droite, qui vont souvent à l'encontre de celles de l'écologie politique et réduisent alors quasiment à néant la thèse de « porosités » ou de « convergences ». Quand S. François rappelle les thèmes principaux de l'extrême-droite, il donne un résumé emprunté à la synthèse de l'historien Michel Winock (p. 14) mais qui est en réalité trop vague pour le sujet traité, et largement rabattu sur les seules thèses du GRECE : haine du présent, nostalgie d'un âge d'or, peur de la dégradation génétique et de l'effondrement démographique, anti-individualisme, etc. Michel Winock lui-même ne voit que deux droites, libérale et nationale-populiste[15]. Or le GRECE appartient à cette droite que Jean-Philippe Vincent qualifie d' « illibérale »[16]. Elle mise sur la hiérarchie, l'ordre, la puissance ou encore la famille hétérosexuelle.

Une telle conception ne converge pas vers des politiques écologistes, en aucun sens du terme. Sous des mots identiques, et quelques ressemblances superficielles, des idées fortement distinctes, et avec des implications très différentes sur l'ordre social. D'un côté, le localisme du repli mythologique sur soi, de l'autre une relocalisation à fondement cosmopolitique, ancré dans un souci de justice planétaire, ce qui n'a rien à voir et représente même tout ce que l'extrême-droite déteste… Que resterait-il de commun, finalement ? Une critique commune de la dépendance à l'automobile ? Il s'agirait alors d'une convergence objective, ponctuelle, et non d'une « porosité ». Maurras, quand il défend la CGT[17], ne devient pas socialiste pour autant.

Manque de contextualisation

La seconde manière d'entretenir la confusion consiste à annoncer que l'on va s'en tenir à une analyse d'auteurs et d'idées (p. 12), en renonçant donc à peser leur poids politique et leur influence, tout en se permettant de faire des annonces ou mises en garde ici et là à ce sujet. Ainsi, à partir de quelques déclarations isolées, issues de personnalités atypiques qui n'ont nullement été entendues dans les partis d'extrême-droite où elles ont tenté de s'enraciner (Laurent Ozon, Hervé Juvin…), S. François soutient que « l'écologie » serait devenue un « enjeu majeur » de l'extrême-droite au cours des années 2000 ; et que la nouvelle Droite aurait été « le levier d'influence intellectuelle le plus important de la droite radicale française » (p. 16).

« Enjeu majeur », influence « importante » sur (toute) la droite radicale, donc. Manière, en effet, de faire comprendre qu'il ne faut pas « minimiser », comme il le reproche à mes travaux. Mais lorsqu'il est contraint de préciser sur quelles

bases il peut affirmer cela, S. François laisse transparaître un manque de précision confondant. Ainsi déclare-t-il méthodologiquement s'intéresser à des « groupuscules » qui vont du GRECE au… Rassemblement National (p. 23). Le fait de mettre ces formations sur un pied d'égalité donne une importance démesurée au GRECE. S. François produit donc encore une fois ce qu'il voudrait ne faire que « constater », même s'il a parfois de bons réflexes, comme de ne pas faire de C. Lévi-Strauss un auteur d'extrême-droite, simplement parce que certains aspects de ses idées sont repris par ces courants (notamment via Race et histoire).

Un résultat qui obscurcit le débat, plus qu'il ne l'éclaire

Le fait de ne pas mesurer le poids politique réel de ces idées et de ne pas les replacer dans leur contexte idéologique augmente artificiellement leur poids, de manière considérable. Au point que l'auteur lui-même se met en difficulté, pris au piège de ses analyses. Ainsi S. François trouve-t-il « paradoxal » que le FN ait défendu « l'écologie » des bonnets rouges, puisque ceux-ci étaient opposés à l'écotaxe et qu'ils défendaient l'agriculture productiviste (p. 42). Constatant que le RN soutient le nucléaire, – symbole quasi phallique de puissance, tant par la quantité d'énergie au centimètre-cube que l'organisation militaire qu'il implique dans sa gestion du risque (tout le contraire des « énergies douces », en somme) –, S. François s'étonne pourtant de ce qui lui semble être un point de résistance singulier d'un FN (p. 41) tenu pour être sous l'influence du GRECE.

L'auteur semble surpris de voir cette « écologie » d'extrême-droite critiquer l'écologie de gauche avec laquelle elle serait censée converger, d'après lui. Quand le monde a été mis à l'envers, méthodologiquement, alors oui, tout devient « paradoxal ». En réalité il n'y a rien de « paradoxal » dans le positionnement du FN dès lors que l'on rend compte des concepts et des idéologies politiques dans toutes leurs dimensions et que l'on voit alors en toute clarté que le FN a beaucoup plus de raisons de ne pas être écologiste que de l'être. Ce qui est « paradoxal », en réalité, c'est de conclure à l'existence d'une « écologie de l'extrême-droite », alors qu'il n'y en a (quasiment) pas… « L'écologie » de l'extrême-droite n'a donc pas de consistance idéologique, même dans le cas de groupuscules exotiques tels que le GRECE dont les thèses occupent 90 % de l'ouvrage. Un traitement plus équilibré du sujet aurait exigé de consacrer au moins autant d'espace au RN et consorts, ce qui aurait relativisé le poids du GRECE, et montré combien l'extrême-droite prise dans son ensemble a peu en commun avec « l'écologie ».

Cette omniprésence du GRECE nous apprend au moins quelque chose sur ce groupement, à défaut de nous instruire de « l'écologie de l'extrême-droite française » (titre de l'ouvrage), dont l'existence significative n'est donc toujours pas démontrée. Le GRECE, groupuscule, dont l'intellectuel organique est principalement Alain de Benoist, défend une drôle d'écologie. Il critique le christianisme pour avoir perverti la nature profonde de nos ancêtres « européens ». Il défend un ethnodifférentialisme prônant la séparation culturelle et territoriale des populations. De là il n'a aucun mal à glisser quelques différences biologiques (couleur de peau, etc.) qui restent toutefois secondaires par rapport à la différence de culture. Le GRECE défend un « ordre naturel » et condamne la théorie du genre. Bref, rien de neuf sous le soleil.

Des confusions qui profitent au RN

Notre lecture paraîtra bien sévère. Pourtant la conjoncture l'exige. Le Rassemblement National compte désormais 89 députés au Parlement. Chercheurs et médias s'accordent pour souligner l'importance du virage « social » du parti dans

ce succès[18] : retraites, hausse du minimum vieillesse, etc. Il y aurait une grande différence entre Marine Le Pen et son père, admirateur de Ronald Reagan et partisan du marché[19].
Le problème est que cette lecture de l'évolution du parti est superficielle et repose sur des confusions, à nouveau, tant du côté de certains politologues que des médias. En effet, quand on examine le programme de manière structurée (analyse de la logique « systémique » sous-jacente) et non de manière statistique comme le fait par exemple Gilles Ivaldi, on s'aperçoit que le financement de ce qui est présenté comme du social ne repose en rien sur la redistribution des richesses. Les mesures sont conditionnées en large part à un retour de la croissance, laquelle est obtenue par des mesures « d'assainissement » du budget de l'État (telle que supprimer la redevance TV) et de réduction des « charges »[20].
Cette position est clairement « libérale » du point de vue économique. Ajoutons à cela que l'autre source de financement est la baisse des coûts liés aux frais supposément occasionnés par les étrangers, en particulier en matière de santé… Le RN est donc en réalité autant à droite qu'avant, comme le notent à juste titre les politologues Emmanuel Négrier et Julien Audemard[21]. La différence avec Jean-Marie est donc bien moins importante que ne le prétendent les commentateurs évoqués, qu'ils soient politologues ou oeuvrant dans le monde des médias.

En conclusion l'ouvrage ne démontre pas qu'il s'agit d'une « filiation » de « l'écologie politique », dont l'étude aurait été négligée. Il aurait mieux valu parler d'un courant groupusculaire entretenant des proximités apparentes débouchant parfois sur des situations de convergence objective, mais hasardeuse et plus apparente que réelle, le tout noyé dans une extrême-droite s'appropriant à sa manière, spécifique, certains enjeux écologiques qui deviennent de moins en moins contournables, que ce soit sur le plan de la sécurité ou celui de la victoire aux élections.
On lira à ce sujet l'article de Pierre Madelin, beaucoup plus solide. S. François ne fournit pas non plus de « panorama complet » de l'écologie de l'extrême-droite, puisqu'il néglige la plus grande partie des idées étudiées. Il s'ensuit que ces « porosités » et « convergences » tant alléguées avec « l'écologie politique » (de gauche) sont alléguées plutôt que démontrées. L'ensemble reste anecdotique, au regard des divergences. Enfin, le concept « d'écologie politique » nécessiterait d'être mieux défini et circonscrit, dans l'expression « écologie de l'extrême-droite ».

Fabrice FLIPO
23 décembre 2022

1. Fabrice Flipo, Nature et politique – anthropologie de la globalisation et de la modernité (Paris : Amsterdam, 2014) ; Fabrice Flipo, L'écologie autoritaire (London : ISTE, 2018).[↑]
2. Luc Ferry, Le nouvel ordre écologique, Paris : Gallimard, 1992.[↑]
3. où fut signée la Convention Climat, encore en vigueur[↑]
4. Global Chance, « Appel de Heidelberg », Cahiers de Global Chance, n°1 ; 1992 ; « The Heidelberg Appeal », Truth Tobacco Industry Documents, sur industrydocuments.ucsf.edu, Université de Californie à San Francisco. Stéphane Foucart, « L'appel de Heidelberg, une initiative fumeuse », Le Monde, 16 juin 2012. [↑]
5. Luc Ferry et Alain Renaut, Philosophie politique, Paris : PUF, 2007.[↑]
6. Louis Bonald De, Théorie du pouvoir politique et religieux, Ed. Orig. 1800 (Paris : UGE, 1965).[↑]
7. Clarisse Berthezène et Jean-Christian Vinel, Conservatismes en mouvement (Paris: EHESS, 2016) ; Philippe Labrecque, Comprendre le conservatisme (Montréal: Liber, 2016) ; Karl Mannheim, La pensée conservatrice (Éditions de la revue Conférence, 2009); Laetitia Strauch-Bonart, Vous avez dit conservateur?, Éditions du Cerf (Paris, 2016); Yann Raison du Cleuziou, « Un renversement de l'horizon du politique. Le renouveau conservateur en France. », Esprit, no 10 (2017) : p. 130-42.[↑]
8. F. Flipo, Nature et politique. Contribution à une anthropologie de la modernité et de la globalisation, Paris, Amsterdam éditions, 2014.[↑]
9. F. Flipo, L'écologie autoritaire, ISTE/Wiley, 2018[↑]
10. Simon Persico, « Déclarer qu'on va protéger la planète, ça ne coûte rien ». Les droites françaises et l'écologie (1971-2015) », Revue Française d'Histoire des Idées Politiques 44, no 2 (2016), p. 157-86, https://doi.org/10.3917/rfhip1.044.0157.[↑]
11. http://quaternary.stratigraphy.org/working-groups/anthropocene/[↑]
12. John McNeill, Something new under the sun. An environmental history of the Twentieth Century world (New York: Norton, 2000) ; Vaclav Smil, The Earth's biosphere. Evolution, dynamics and change (Cambridge, Mass : MIT Press, 2002).[↑]
13. Jared Diamond, De l'inégalité parmi les sociétés (Paris : Gallimard, 2000) ; Diamond, Effondrement : comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie (Paris : Le Grand Livre du Mois, 2006).[↑]
14. W. B. Gallie, « Essentially Contested Concepts », Proceedings of the Aristotelian Society 56 (1955), p. 167-98.[↑]

15. M. Winock (dir.), Histoire de l'extrême-droite en France, Paris, Le Seuil, 2015 [nlle éd.][↑]
16. Jean-Philippe Vincent, Qu'est-ce que le conservatisme ? Paris, Les Belles Lettres, 2016.[↑]
17. Charles Maurras, La république et la question sociale, 1908.[↑]
18. Collectif Focale, Votes populaires ! Les bases sociales de la polarisation électorale dans la présidentielle de 2017, Vulaines-sur-Seine, Le Croquant, 2022.[↑]
19. Gilles Ivaldi, « Marine Le Pen, Eric Zemmour : social-populisme contre capitalisme populaire », Note de recherche, Baromètre de la confiance politique, mars 2022 ; Adrien Sénécat, « Du FN de 2007 au RN de 2022, ce qui perdure et ce qui a changé dans le programme de l'extrême droite », Le Monde, 3 juin 2021, sect. Les Décodeurs[↑]
20. https://theconversation.com/le-programme-social-de-marine-le-pen-decrypter-le-vrai-du-faux-181307[↑]
21. Emmanuel Négrier et Julien Audemard, « Marine Le Pen : la campagne de tous les paradoxes », The Conversation, 22 avril 2022.[↑]

https://www.terrestres.org/2022/12/23/existe-t-il-une-ecologie-dextreme-droite/

Michel Onfray, toujours plus à droite

J'éprouve pour Michel Onfray un curieux mélange de sympathie, de fascination et de répulsion. Comme si j'avais observé, derrière la vitre d'un aquarium, un gracieux animal exotique, ondoyant, coloré et venimeux. Ah ! ? C'est donc à cela que cela ressemble, un « traître » ? Car il est devenu pour moi évident que Michel Onfray, dont j'ai autrefois pu partager quelques combats et certaines analyses, roule aujourd'hui plein pot pour Marine Le Pen.

Étrange tête-à-queue pour ce philosophe « libertaire » qui, en 2002, avait créé l'Université Populaire de Caen en réaction à la présence de Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle, qui en 2007, avait encore appelé à voter pour Olivier Besancenot, et qui, jusqu'en 2010, tenait même une chronique dans le très « gauchiste » Siné-Hebdo ! Décidément, les AVC, les virus et les deuils ont parfois de bien curieuses conséquences (1).
Intellectuel brillant, pédagogue inspiré et polémiste redoutable, Onfray a toujours parlé et pensé aussi vite qu'il écrivait. Cent-dix-neuf livres depuis 1988 !

Comme si cet ancien étudiant boursier, qui devait bosser pour payer ses études de philosophie, voulait en permanence rappeler l'étendue de son savoir encyclopédique, et revalider trois fois par an sa position sociale d'intellectuel médiatique.
C'est qu'avec un père ouvrier agricole et une mère femme de ménage, Michel Onfray est l'un des seuls, dans le petit monde de l'intelligentsia française, à pouvoir revendiquer des origines « réellement » populaires.
Un des seuls aussi à se réclamer explicitement du socialisme « non marxiste » de Proudhon et d'autres penseurs libertaires.
Deux choses qui me le rendaient plutôt sympathique (même si, pour ma part, je me considère toujours comme « marxiste »).
Mais comme le résume aujourd'hui sa notice Wikipédia : « *Alors qu'il se définit comme libertaire et proudhonien, il suit une évolution intellectuelle qui le pousse vers l'extrême-droite* ». Il n'y a pas moins de six références bibliographiques, ensuite, pour justifier le contenu de cette phrase.
Ce parcours, il est vrai, a de quoi étonner. Et, bien qu'il s'en défende, le constater n'est pas lui faire un imaginaire procès. Il suffit de lire ou d'écouter n'importe quelle intervention de Michel Onfray pour s'en convaincre.

On savait déjà, depuis la campagne présidentielle de 2012, qu'Onfray était explicitement anti-mélenchoniste (2). Il n'est pas le seul, me direz-vous. Certes.
Mais il y met une virulence et une constance que seule Nathalie Saint-Circq pourrait peut-être lui disputer sur France 2 (3).
Car depuis cette date, chaque fois qu'Onfray ouvre la bouche, dans tous les médias réactionnaires où il a désormais son rond de serviette, c'est pour associer Mélenchon à la guillotine et aux pires dictatures de la planète, ou pour colporter à son sujet tous les ragots de l'extrême-droite – dont celui sur sa prétendue « fortune » (4).
De plus, depuis la création de la NUPES, c'est non seulement toute la France Insoumise qui est associée à cette même détestation, mais l'ensemble de la gauche parlementaire, sous l'étiquette infamante de « *gauche des barbelés et des miradors* » (5). Brrrr.
Tremble, Peuple de France ! Les socialistes, les écologistes et les insoumis préparent les futurs goulags de la République, quand ils ne sont pas déjà en train de dresser leurs guillotines entre les platanes des places publiques ! (Attention, lecteur distrait : cette phrase est ironique).

Ce délire, qui repeint les parlementaires de la NUPES en tchékistes guillotineurs (ou, variante tout aussi débile, en punks à chien débraillés), ferait presque rire, s'il ne s'accompagnait pas, très symétriquement, d'une banalisation permanente du Rassemblement National, et d'une valorisation constante de Marine Le Pen, qui est visiblement devenue l'égérie du « souverainiste » Onfray.
Écoutez-le par exemple discourir dans l'émission « Punchline » sur Europe 1 et CNews (mis en ligne sur Youtube le 10 février 2023). Onfray, qui est interrogé par Laurence Ferrari sur la « bataille des retraites » au Parlement, lui répond ceci :
– « *Le problème, c'est que la NUPES se projette déjà dans la prochaine élection présidentielle, Mélenchon ira, et Le Pen ira aussi. L'une joue une espèce de respectabilité...* »
Ferrari : – « *Marine Le Pen ?* »
Onfray :– « *Oui… On est bien poli, on est bien peigné, on est propre, on est bien habillé, pendant que l'autre veut transformer le Parlement en ZAD… Une façon de dire, la démocratie, on en a rien à faire, le Parlement, on n'en a rien à faire, ce que veut le peuple, on n'en a rien à faire… Je regrette, mais les gens qui ont voté pour Marine Le Pen, c'est le peuple aussi, ce n'est pas le peuple de Mélenchon* (…). »
Ferrari : « … *Et c'est à Marine le Pen que tout cela va profiter ?* ».
Onfray : – "*Pour l'heure, cela ressemble à ça. Elle montre une espèce de respectabilité, elle montre qu'elle a équipe, elle montre qu'elle a des gens qui travaillent, elle montre que ces gens-là se comportent correctement…*
On ne peut pas hurler, vociférer, on ne peut pas dire "Moi j'ai payé mes études en étant dealer", on ne peut pas arriver avec des baskets effondrées et des T-shirts comme ça en disant "le peuple, c'est ça !". Ces gens ne connaissent pas le peuple. Le peuple ne se reconnaît pas dans cette grossièreté, dans cette vulgarité, dans ce tutoiement 1793, le peuple n'est pas grossier et vulgaire comme ces gens-là. Le peuple c'est autre chose que ça ».

Difficile de ne pas entendre, après ce délirant comparatif :
– « …*Le peuple, c'est Marine Le Pen » !* Bien coiffée et bien habillée.

Description d'autant plus hallucinante, bourgeoise et tordue qu'en relayant au Parlement le rejet massif de la réforme des retraites, les député·es de la NUPES n'ont sans doute jamais été aussi proches de ce fameux « peuple », qui manifeste actuellement par millions dans les rues de France contre cette même réforme inique !
Mais Onfray, qui se pose en commentateur « éclairé » de la chose publique, ne se soucie plus même d'un quelconque vernis de véracité : il fait de la pure propagande lepeniste.
En oubliant par exemple de préciser que ces gens « si polis, si bien peignés et si propres sur eux », proposent toujours, dans leur programme, de priver de droits ou d'expulser de France des centaines de milliers « d'étrangers », ou insultent un député noir à la tribune, ou viennent de voter contre l'augmentation du SMIC et contre l'imposition des grosses fortunes (deux mesures pourtant éminemment « populaires »).

Mais c'est surtout dans sa revue « *Front Populaire* » que le « projet politique » de Michel Onfray se trouve aujourd'hui crûment exprimé.
« *Front Populaire* » se présente en librairie comme « *La revue des souverainistes de droite, de gauche, d'ailleurs et de nulle part* ». Comme on l'a vu, « *ailleurs et nulle part* » doit se traduire ici par « … *et d'extrême-droite !* », tant il reprend, dans ses thématiques et dans ses titres, tous les éléments de langage de la droite la plus extrême.
Ainsi, dans son dernier numéro, peut-on voir en couverture une tête coupée (… encore la fameuse guillotine !) avec comme titre « *La Gauche (Im)morale de Robespierre aux Islamo-Gauchistes* ».
Tout « l'art », si je puis dire, de Michel Onfray, consiste alors à se draper dans un imaginaire « de gauche »… pour démolir « la gauche », pour la réduire à un triste et sinistre cortège de « *barbelés et de miradors* ». Et pour entraîner ensuite le lecteur égaré, comme le joueur de pipeau de la fable, dans un univers parallèle, où c'est désormais… Marine le Pen qui incarnerait à la fois « Le Peuple », « La France », la « Souveraineté » (et même, pourquoi pas, « La Gauche », puisque Onfray continue étrangement à s'en réclamer !).
Pour ce faire, il faut bien tout son talent d'illusionniste, qui enfile les sophismes et les absurdités comme autant de bulles de savon sur un fil de fer barbelé. Ainsi, sous le titre « *Leur Morale et la Nôtre, pour une gauche sans barbelés ni miradors* » (5), peut-on lire ce curieux développement. Suivez bien la petite boule brune du bonimenteur. Vous la croyez ici ? Raté ! Elle était déjà là-bas.

Dans un monde où les écologistes nomment « *steak végan* » une « *mixture sans viande* », où notre époque produit « *des femmes sans utérus (mais avec des testicules) et des hommes sans testicules (mais avec un utérus)* » (6), où « *des enfants donnent des leçons de politiques aux chefs d'État* » (au lieu d'écouter sagement Michel

Onfray), « *pourquoi pas, dès lors, une extrême-droite sans extrême et sans droite ? (…) Une extrême-droite pacifique et non violente ?* »
Vous avez suivi le « raisonnement » ? Il n'y a plus de viande dans les steaks, et plus d'utérus sous ton sous-tif, DONC il n'y a plus d'extrême-droite dans l'extrême-droite. CQFD. Dis, Michel, tu n'as pas honte ?
Si vous n'avez pas bien suivi la baballe, voici la suite :
« L'usage insultant du mot "fasciste" ou de l'expression "extrême-droite" vient de Joseph Staline, qui qualifie ainsi quiconque ne souscrit pas à son totalitarisme sanguinaire. D'une certaine manière, être le fasciste de ces fascistes qui recourent à des éléments de langage stalinien, c'est mériter des applaudissements » (ibidem, p. 46).
Alors, vous n'applaudissez pas ?
Outre que cette phrase est historiquement inepte (ce n'est évidemment pas Staline qui a « inventé » le fascisme, ni la dangerosité du nationalisme d'extrême-droite), son objectif reste le même : encenser et banaliser les fachos (… que nous sommes même au passage invités à « applaudir » !).
Par un retournement très orwellien, auquel Onfray a en outre l'outrecuidance de se référer, alors qu'Orwell a combattu les fascistes les armes à la main, voilà donc l'extrême-droite repeinte en pacifiques bisounours « … *sans coups d'État, sans casques, sans treillis, sans rangers, sans armes, sans putsch, sans blindés, sans militaires, sans prisons »* (sic), et la gauche, symétriquement renvoyée « *aux barbelés et aux miradors »*, et même, allons-y Lisette, au « *terrorisme »* : « *Un peu de terrorisme, voilà ce qui, peu ou prou, anime la gauche qui regarde vers Hégel & Marx, NUPES comprise bien sûr »* (ibidem, p. 52).
Bien sûr, bien sûr. Est-ce que quelqu'un pourrait apporter sa tisane à Michel, je crois qu'il est en train de nous faire un troisième AVC ?

Que retenir de tout ce brouet idéologique ?
Qu'Onfray est désormais devenu le sniper sans foi ni loi de tout ce qui porte l'étiquette France Insoumise ou NUPES (et donc de tout ce qui pourrait un jour conduire la gauche à la victoire).
Qu'Onfray se verrait sans doute bien, en gages de ses services, Ministre de Quelque Chose dans un gouvernement mariniste et « souverainiste ».
« Voilà qui n'est ni rouge, ni brun, mais tricolore » concluait-il dans l'éditorial du numéro 2 de « Front populaire ».
Tricolore, oui, oui : comme la petite flamme du Rassemblement National.

Claude SEMAL, le 15 février 2023.

(1) Michel Onfray, qui revendique un infar et deux AVC, a perdu son épouse en 2013. C'est pure méchanceté de ma part d'y voir un quelconque rapport avec l'actuel contenu de sa production intellectuelle (mais il faut bien trouver une cause biologique à cette hallucinante dérive).
(2) En 2012, quand il fallait choisir entre Sarkozy, Hollande et le candidat du Front de Gauche, il appelle explicitement à voter blanc dans une tribune du Nouvel Obs.
(3) C'est de ma part une boutade, mais la journaliste politique de France 2, par ailleurs épouse d'un journaliste du Figaro, n'a jamais réussi à cacher la profonde aversion de classe que lui inspire Mélenchon. Face à lui, sa petite moue parfumée de mépris est un bonheur toujours renouvelé.
(4) Entre mille exemples, chez Bourdin, sur BFMTV, le 16 sept 2020 : « *Jean-Luc Mélenchon est dégagiste, il devrait appliquer cette théorie à lui-même »* (Michel Onfray).
(5) Front Populaire n° 11, p. 45 et suivantes, « *la gauche des barbelés fédérée par la NUPES ».*
(6) La « trans » phobie, comme la détestation des protéines végétales, sont de plus en plus souvent deux marqueurs de l'extrême-droite.

https://www.asymptomatique.be/michel-onfray-toujours-plus-a-droite/

Ma grand-mère, la Shoah et moi

À Liège, la mémoire collective veut qu'on puisse parler de la Seconde Guerre mondiale la tête un peu plus haute que les autres, auréolés de la gloire d'ancêtres qui auraient résisté sans relâche. Une histoire partielle de l'occupation, polie par le temps et où se mélangent les récits de 14 et les souvenirs de 40. Mais la pierre, elle, n'oublie pas. Des pavés du centre-ville aux stèles qui ornent les cimetières communaux, elle rappelle un passé stratifié, fait de témoignages agglomérés dans lesquels s'est plongée Kathleen Wuyard. Un récit sur les traces des victimes locales de la Shoah, mais aussi de sa grand-mère paternelle, née en Allemagne sous le Troisième Reich et cachée durant la guerre dans un pensionnat de la périphérie liégeoise.

I.

Ma première rencontre avec la famille Pailloucq remonte à cette période où la planète toute entière semblait focalisée sur le moment présent, la pandémie de Covid-19 ayant momentanément gommé passé et futur pour ne laisser qu'un impératif : celui de compter, mais surtout, de contenir, le nombre de victimes. Alors que je me remettais d'une offensive du virus sur mon système immunitaire à grands coups de promenade, c'est un peu par hasard que j'atterris dans le cimetière de Sainte-Walburge par un de ces dimanches d'automne où le soleil redouble d'intensité avant de laisser l'hiver le tamiser. Les fleurs déposées à la Toussaint n'avaient pas encore eu le temps de faner et ne faisaient qu'ajouter à la joliesse surannée des émaux qui décoraient la plupart des tombes, immortalisant leurs occupants dans leurs habits du dimanche. À l'heure où les contacts sociaux m'étaient interdits pour cause de risque de contagion, faire la rencontre de tous ces inconnus, dont le regard braqué droit sur l'objectif semblait me suivre, était aussi grisant qu'une promenade dans un cimetière peut l'être. Déserté, celui-ci invitait à prendre le temps de faire connaissance avec chacun de ses occupants et à imaginer la vie qu'avaient pu mener les défunts, aux portraits capturés pour l'éternité dans des médaillons de porcelaine.

Parmi les incrustations d'adultes aux visages marqués par le temps, il n'est pas rare que s'immisce l'un ou l'autre enfant, dont la plupart, morts au tournant du XXe siècle et affublés de boucles, rubans et autres tenues empesées, semblent bien trop lointains pour évoquer autre chose qu'un léger pincement. Jusqu'à cette plaque commémorative, au détour d'une allée : « *À notre chère petite Bella* » et « *À notre petit camarade Jean* », respectivement 12 et 7 ans, de la part de « *ses amies du Lycée Léonie de Waha* » et des « *élèves de l'école Hocheporte* ». Deux enfants dont le portrait n'orne pas la sépulture, mais dont on devine immanquablement le parcours tragique : l'un comme l'autre sont décédés le 1er septembre 1941. Une date gravée à même la

pierre, au même titre qu'une étoile de David, qui orne la tombe familiale où ils reposent à jamais auprès de leurs parents, Liuba et Jacques. Nul besoin de les avoir rencontrés pour s'imaginer à quoi ont pu ressembler leurs dernières années. Ni pour décider d'en apprendre plus à leur sujet : Qu'avait-il donc bien pu arriver à ces frères et sœurs, auxquels leur père avait survécu un peu plus d'un an, tandis que leur mère, elle, avait rendu son dernier soupir en 1978, des décennies après être devenue la seule survivante de sa famille ? Une question restée en suspens durant la pandémie, puis sans cesse repoussée par le rythme maladif de la vie déconfinée. Jusqu'à ce qu'une exposition me force à regarder dans les yeux le passé de Liège, de ses victimes de la barbarie nazie, mais aussi de ma propre famille.

*

« *Vous ne devez surtout pas manquer* « Présumé décédé à Auschwitz » ». Le Bourgmestre, Willy Demeyer, est sans appel. Une injonction livrée à l'occasion d'une conversation sur l'histoire de Liège durant laquelle j'apprends qu'il ne me reste plus que quelques jours pour visiter l'exposition, montrée aux Fonds patrimoniaux à l'été 2022. L'urgence dans le ton de l'édile politique appelle à une réorganisation de mon agenda et à la planification rapide d'une visite. C'est que le mayeur est particulièrement investi dans le passé occupé de Liège, aussi bien à titre personnel que public. Après tout, n'est-il pas un des premiers bourgmestres belges (après ceux de Molenbeek et d'Anvers) à avoir présenté des excuses à la communauté juive pour le rôle joué par l'administration dans la déportation ? « *Liège a été considérée comme une capitale de la Résistance. Mais nous avons aussi eu des personnes qui ont versé dans la collaboration. Il faut que la Ville de Liège puisse présenter des excuses. Si nous comptons à Liège des 'Justes parmi les Nations', il faut constater que tout n'a pas été fait pour prêter assistance aux Juifs de Liège* », reconnaissait-il en 2010.

Douze ans plus tard, cette contrition n'a pas faibli et a donné lieu à une série d'initiatives pour honorer la mémoire des victimes liégeoises du génocide nazi. À titre privé, Willy Demeyer se passionne pour le sujet et collectionne les ouvrages qui y sont consacrés. Tiens, d'ailleurs, il a justement un exemplaire de celui de Thierry Rozenblum, co-commissaire de l'expo aux Fonds patrimoniaux avec Barbara Dickschen, à nous prêter. Mais la lecture de sa « Cité si ardente : Les Juifs de Liège sous l'Occupation » attendra… le temps presse et il s'agit d'aller voir « Présumé décédé à Auschwitz » avant que l'exposition ne soit démontée et que les Liégeois qu'elle met à l'honneur ne disparaissent encore une fois. Pour qui a vu l'exposition qui leur était consacrée, difficile d'oublier les visages de celles et ceux dont elle suit les trajectoires. Des hommes, des femmes et des enfants. Entre généalogies détaillées, portraits de famille et autres destins brisés, une galerie interpelle, happe et se grave sur la rétine. Dans un renfoncement particulièrement propice à l'immersion, les murs ont été tapissés des portraits des victimes. Des clichés pris pour la plupart en pleine occupation, pour répondre aux exigences de recensement de l'occupant, et qui montrent des visages solennels dont le regard fixe la personne qui les observe. La plupart ont la mine sombre de ceux qui savent que le procédé n'augure rien de bon. Certains ont l'œil défiant, tandis que d'autres encore sourient, avec naïveté enfantine ou coquetterie. Aucun n'a survécu au génocide. Soutenir leur regard est à la fois nécessaire et insupportable. J'aimerais savoir si les enfants « rencontrés » à Sainte-Walburge font partie des victimes immortalisées ici,

mettre un visage sur leurs noms, mais j'ai oublié ces derniers. Il est temps de rendre une nouvelle visite au cimetière.

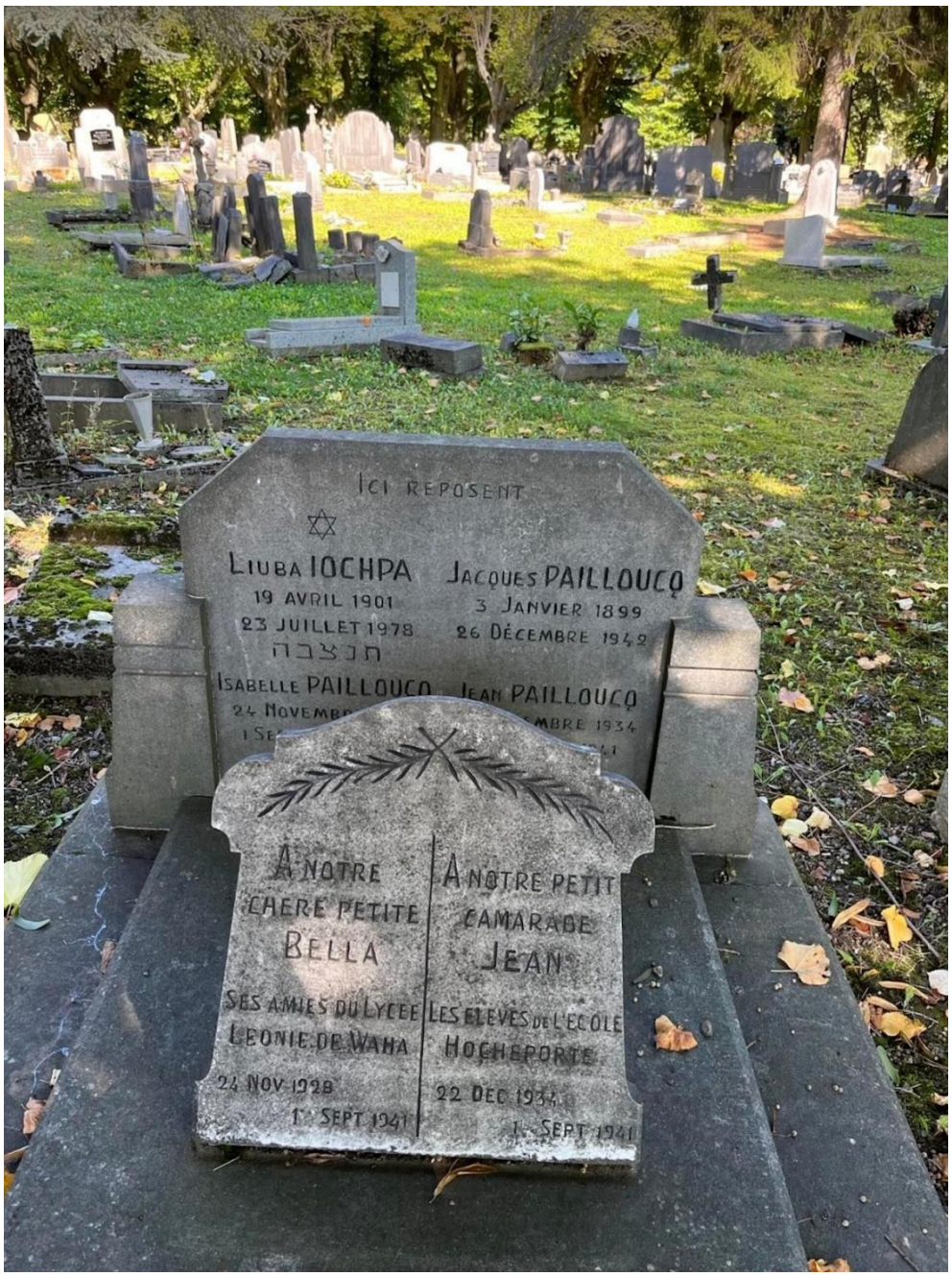
Cette fois, la Toussaint est encore loin, mais déjà les allées sont baignées de la lumière dorée d'un été indien qui enflamme les feuilles des arbres centenaires plantés entre les stèles. Il est hors de question de quitter les lieux sans avoir retrouvé la tombe qui m'amène ici, sauf que je n'ai qu'une vague idée de l'endroit où elle peut bien se trouver. Sur la gauche, mais pas « gauche-gauche », et dans la deuxième partie du cimetière, enfin, peut-être la première. À gauche d'un arbre en tout cas. Retourner sur mes pas et attendre qu'apparaisse le gardien des lieux derrière le petit comptoir qui flanque l'entrée est futile : j'ai non seulement oublié l'emplacement exact des petites victimes auxquelles je suis venue rendre hommage, mais aussi leur patronyme. En pleine errance, j'en viens à me demander si le visage solennel de celle qui m'apparaît parfois en rêve est bien le sien ou celui d'une autre fillette à la tombe émaillée, à moins que je ne lui prête tout simplement les traits d'Anne Frank, incarnation juvénile du radicalisme antisémite. La première fois où j'ai rencontré Isabelle, dite Bella par ses camarades de classe, je ne m'attendais en effet pas plus à trouver au cimetière tous ces émaux figeant les traits pour l'éternité qu'à découvrir au columbarium une Chokotoff et une Mokatine, déposées avec tendresse par mon beau-frère auprès de la plaque abritant les restes de leurs grands-parents. Je n'aurais su dire si c'était cette offrande aussi touchante qu'insolite ou la galerie de portraits désuets ornant la plupart des tombes anciennes qui m'avait le plus touchée lors de cette première visite, mais la découverte de cette fillette juive qui n'avait jamais connu la fin de la guerre m'avait bouleversée et j'étais bien décidée à les retrouver, elle et son frère, au propre comme au figuré. En localisant leur tombe, d'abord, puis en retraçant leurs courtes vies ensuite.

Habitué des quêtes dans lesquelles le journalisme me précipite, et déterminé à dénicher avec moi l'inaccessible étoile, mon mari scrute les tombes d'un côté de l'allée tandis que je me charge des sépultures à l'opposé dans un silence tout aussi recueilli que concentré. Soudain, elle apparait : l'étoile de David, la plaque, et les prénoms de cette famille dont les visages n'ornent pas la tombe et étaient donc bien le fruit de mon imagination. Leur vie, interrompue par la barbarie, est pourtant tout ce qu'il y a de plus réelle. Et maintenant que j'ai leurs noms, je vais pouvoir en remonter le fil.

Mon grand-père maternel faisait partie de la Résistance, peut-être que le vôtre aussi. Une trajectoire héroïque qui suffirait presque à me convaincre que notre Principauté a fait office de bastion imprenable, mais la réalité est toujours plus nuancée. Moins scintillante aussi, et le lustre des trois petites plaques commémoratives imbriquées au coin de la rue Florimont et de la rue Matrognard est là pour le rappeler. À chaque fois que mes pas me mènent en direction de la passerelle, je prends le temps de lire soigneusement les noms qui y sont gravés ainsi que les dates de naissance et de mort qui y figurent, tandis qu'au bout de sa laisse, mon chien halète avec impatience, imperméable à ce moment de recueillement. La manière dont leur métal semble se fondre toujours un peu plus dans la pierre avoisinante me laisse supposer que cela fait un moment que ces pavés remplissent leur devoir de mémoire, mais je n'ai aucune idée de quand ils ont bien pu être placés, ou

par qui. Ni même pourquoi il semble y avoir bien moins de pavés que de victimes, 733 Juifs ayant été assassinés ou ayant péri du fait de la guerre à Liège. Pourquoi certains ont-ils droit à cet hommage et d'autres pas ? Je prends note de la nécessité de répondre à ces questions, et tant que j'y suis, de découvrir ce qui est arrivé à Caroline, Jacques et Emma Goldstein, lesquels ont disparu lorsque je veux recueillir leurs informations biographiques pour les transmettre à Thierry Rozenblum : la chaussée, accidentée, est en pleine réparation et il n'y a pas le moindre pavé du souvenir à l'horizon. Un trou de plus dans le gruyère qu'est devenue la chaussée liégeoise, mais celui-ci est particulièrement chargé de sens. Alors il s'agit de le combler, en attendant que ses occupants retrouvent leur mémorial de laiton.

Dont acte : les pavés en question sont une création de l'artiste allemand Gunter Demnig, qui a pensé ces « *stolpersteine* », soit pierres d'achoppement en français, pour immortaliser les victimes de la Shoah, dont elles indiquent le nom, mais aussi la destinée, en ne se limitant pas à renseigner leur décès éventuel dans un camp de concentration, mais bien, si celui-ci est avéré, de rappeler que la personne a été assassinée. Leur placement dépend de l'autorisation de « *l'autorité publique compétente* », qui doit ensuite être transmise à la Fondation Spuren, laquelle fournit le pavé commémoratif moyennant l'acquittement de la somme de 132€. Délai moyen entre la réception de la demande et la pose du pavé : deux ans. En Belgique, dès 2009, l'Association pour la mémoire de la Shoah se charge de l'installation des stolpersteine, à l'initiative d'une Bruxelloise de confession juive les ayant découverts à Berlin, une certaine Mme Swiatlowski. Son prénom ? Bella.



II.

Si mes visites à ma grand-mère sont si sporadiques, ce n'est pas, comme je le clame sur la défensive, parce que « *je suis débordée* », ni même parce que chaque fois que je la vois, la dégénérescence contre laquelle elle se bat depuis des années semble avoir gagné un combat supplémentaire. Au contraire, même : j'en viens à voir cette bataille perdue d'avance comme une douce merci et la promesse qu'un jour, elle ne se rendra plus compte de ce qui lui arrive. Qu'elle ne réalisera plus non plus que ce décor aux relents de désinfectant n'est pas celui où elle a construit sa vie d'adulte et où elle comptait bien retourner le plus vite possible. La voici, la raison pour laquelle je ne vais pas la voir aussi souvent que je le devrais. Depuis son arrivée en maison de repos, je suis étreinte par la peur de revivre ma première visite, quand après des mois de brouillard mental, elle avait annoncé avec une clarté que je ne lui avais plus connue depuis des années que dès lundi, le surlendemain, elle serait de retour chez elle. Quand un proche souffre de démence, on s'attend au détricotage progressif des souvenirs, à l'effroi de réaliser qu'il ne sait plus comment on s'appelle, au vol de la mémoire partagée, mais pas à celui de sa voix. Et pourtant, celle de ma grand-mère avait changé de manière si subtile au gré des années que je ne l'avais pas réalisé avant ce jour-là.

Avec la voix ferme de celle qui nous a gardés mon frère et moi après l'école jusqu'à ce qu'on devienne trop grands pour ses salades de fruits aux raisins préalablement épépinés, et qui a profité de ces heures ensemble pour m'apprendre à lire avant l'entrée en troisième maternelle, elle avait non seulement assuré son retour imminent, mais aussi veillé à ce que je prenne note des spécifications relatives à son enterrement et à la répartition de son héritage pour finir par affirmer, voix brisée mais sourire tenace sous des yeux brillants de larmes, qu'elle avait eu « *une belle vie* ». Pleurer devant elle, alors même qu'on était libres, nous, de rentrer à la maison à notre guise, eût été indécent. L'escalier de secours, lui, aura été le théâtre de sanglots douloureusement bruyants. Peut-être aurait-il été encore plus compliqué de garder les vannes fermées si j'avais su ce qui l'attendait. Il n'aura en effet fallu que quelques jours à peine de sa nouvelle vie, nettement moins belle, pour que quelqu'un lui vole le dentier que je ne savais même pas qu'elle portait, transformant irrémédiablement le visage de celle qui avait toujours veillé à être tirée à quatre épingles et qui m'avait appris à déchiffrer les lettres en les suivant d'un index parfaitement manucuré. Quelques mois plus tard, la chevalière aux initiales de son fils unique, mon père, lui a aussi été dérobée, alors même qu'elle ne la quittait jamais. Elle m'avait fait noter qu'elle voulait qu'elle revienne à mon frère, et je n'ai pas le cœur de mettre à jour la note où j'ai compilé ses dernières volontés dans mon smartphone.
Superposés à celui de sa mémoire, ces vols, tout aussi injustes et rageants, sont intolérables. On sait certains souvenirs intangibles, mais on voudrait que ceux qui ont une matérialité soient éternels, comme autant de reliques. En les perdant, nos proches s'éloignent un peu plus encore, mais cette distance, imposée par des tiers, est impossible à accepter. Aux Arolsen Archives, on refuse d'ailleurs de s'y résigner. Montres, alliances, photos… C'est au travers d'objets familiers que l'exposition itinérante Stolen Memory, à l'initiative des archives, raconte l'inimaginable : la traque et le génocide de millions de personnes au nom de leur religion. Et si le régime nazi les a tués, il n'a toutefois pas rempli son objectif ultime, qui était de les effacer. Des décennies plus tard, l'exposition, qui mêle objets et portraits, tente de restituer aux héritiers des victimes de la persécution nazie les possessions qui leur ont été prises. À l'heure actuelle, les archives conservent encore environ 2 500 objets personnels d'anciens prisonniers des camps de concentration, en attendant qu'ils soient rendus aux familles des déportés auxquels ils appartenaient. À l'été 2022, l'exposition a fait arrêt à Liège, qui continue son cheminement de mémoire. Mais surtout, ne dites pas à Thierry Rozenblum qu'il s'agit d'un devoir.

« *Il s'agit d'un travail d'histoire, pas de mémoire, et surtout pas d'un « devoir de mémoire ». C'est très important comme distinction* » insiste au bout du fil celui dont la voix, à force de porter celles des victimes de la Shoah, a adopté la diction nette et les syllabes distinctes d'un orateur rompu à l'exercice de la parole publique. « *Le devoir de mémoire est un concept qui a été inventé il y a une dizaine d'années et qui, de mon point de vue, mais je ne suis pas le seul à le penser, est assez simpliste au vu de la complexité historique* », regrette Thierry Rozenblum. « *Cela donne bonne conscience, certes, mais niveau contenu, c'est assez creux. C'est une manière d'encourager l'empathie des personnes et l'émotion, en se concentrant uniquement sur la souffrance des victimes. Or, ce qui caractérise le travail des historiens, c'est la rigueur, et non l'affect. Cela n'empêche pas de se livrer à un travail de commémoration, ni de vouloir épouser le point de vue des victimes, mais on ne peut dénoncer les dérives du régime nazi qu'à travers un travail rigoureux. Bien sûr qu'on peut pleurer sur les destins tragiques des victimes de la Shoah, mais c'est important de montrer aussi comment les administrations belges ont mis la main dans l'engrenage et n'ont pas protégé leurs propres citoyens, au contraire. Car il s'agit bien de citoyens belges : à Liège, tous les déportés étaient parfaitement intégrés au moment où ils ont été arrachés à la ville* » dénonce encore celui qui est tombé sur leurs destins presque par accident, au hasard d'une recherche familiale.
« *Je voulais recueillir des informations pour préparer le 100e anniversaire de mon grand-père, Szyme Rozenblum, qui a vécu jusqu'à ses 103 ans. Mes recherches m'ont amené à faire une série de découvertes successives, dont l'épisode relativement peu connu de la déportation en mai 1942 des Juifs de Liège, mais aussi d'Anvers et de Bruxelles pour leur mise au travail sur la construction du mur de l'Atlantique. En tant qu'enfants ou petits-enfants de déportés, on avait entendu des bribes de ces histoires, mais nos ancêtres n'en parlaient jamais, sauf ensemble, parce que pour eux, cette situation n'était en rien comparable à celle des Juifs déportés à Auschwitz. C'est comme s'ils trouvaient ça*

indécent d'aborder le sujet » avance le Liégeois, qui s'est découvert la fibre d'un historien en compilant les trajectoires familiales, et a décidé d'ouvrir ses recherches à tous les Juifs de sa région natale. *« J'ai trouvé dans la recherche une véritable passion. Pour moi, le travail d'archives est absolument fascinant* » assure Thierry Rozenblum, qui s'y attèle sans relâche depuis plus de vingt ans, aidé dans sa démarche par la Ville de Liège, sans laquelle il n'aurait pas pu établir de registre de la population juive liégeoise, la Constitution interdisant le recensement sur base de critères religieux. Une fois cette liste établie, il a pu se lancer dans la minutieuse reconstitution des destins des Juifs de Liège sous l'occupation, et contribuer dans la foulée, tout en reconstruisant leurs parcours individuels, à déconstruire l'image faussée que les Liégeois aiment à se faire de leur rôle durant la guerre.
« *Le manque de recherches sur le sujet a permis d'ignorer l'ampleur de la Shoah à Liège. On a longtemps tronqué la lecture en disant qu'au nord du pays, tout le monde était collabo, et qu'au sud, il n'y avait que des résistants. Or s'il n'y a aucun doute que la région liégeoise a été un bastion de la résistance et de l'aide apportée aux Juifs, de 1940 à 1942, dans l'application de la politique dictée par l'autorité allemande, le nord et le sud ont collaboré de la même manière* » affirme Thierry Rozenblum. Qui salue le revirement adopté aujourd'hui à Liège, « *une des seules villes d'Europe à concilier éducation et commémoration. Je n'ai pas d'affinité politique particulière envers lui, mais Willy Demeyer est un cas d'école, quelqu'un qui s'est extrêmement impliqué dans le travail d'histoire nécessaire, mais aussi un des premiers hommes politiques belges à avoir reconnu publiquement la responsabilité de l'administration de sa ville dans l'application des mesures anti-juives. Il a mouillé sa chemise avant tout le monde, en connaissance de cause. Même s'il ne faut pas non plus verser dans le travers inverse et accuser Joseph Bologne, bourgmestre de Liège durant la guerre, d'avoir été un collabo. C'est tout sauf vrai : c'était quelqu'un de très nationaliste, qui a résisté du mieux qu'il pouvait à certaines mesures que les nazis voulaient imposer. Rien n'est jamais entièrement noir ou blanc* ».
Des nuances de gris qui nimbent mes aïeuls allemands, comme un brouillard duquel émergent des bribes d'information préservées du mal qui grignote progressivement les souvenirs de ma grand-mère. D'eux, je connais le strict essentiel : ils venaient de la bourgeoise de Krefeld, mon arrière-grand-mère s'appelait Katharina Neideck et elle avait une sœur et deux frères, qu'elle a laissés derrière elle après avoir rencontré mon arrière-grand-père, un Liégeois amené en Allemagne dans les années 20 par son service militaire. Afin d'en apprendre plus, il va me falloir emprunter les méandres d'une mémoire bien moins préservée que celle sur laquelle Thierry Rozenblum veille – et accomplir enfin mon devoir, celui d'être plus présente aux côtés de celle qui a toujours été au nôtre.

III.

Mais d'abord, Bella et Jean. Lancé sur leurs traces, Thierry Rozenblum esquisse rapidement deux destins coupés net avant même la puberté. Janchel Pailloucq (francisé en « Jacques » au cimetière) est né à Rezina, en Roumanie, le 24 décembre 1899, tandis que son épouse, Liuba Iochpa, voit le jour à Dubossary, en Russie, le 19 avril 1901. Ils arrivent tous deux à Liège en 1921, mais chacun de leur côté, Janchel s'inscrivant à l'université après avoir combattu aux côtés de l'armée russe à Odessa (déjà…), tandis que Liuba entame un cursus à la faculté des sciences de l'ULiège. Où ils seront bientôt rejoints par les deux sœurs de Janchel, Dora et Seindla, qui arrivent respectivement en 1922 et 1933. Après avoir exercé auprès d'horlogers de la région pour financer ses études, Janchel a obtenu son diplôme d'ingénieur en 1925 et a été engagé dans la foulée à la Compagnie des Compteurs et Manomètres, où il devient chef de service deux ans plus tard. Détentrice d'un diplôme d'ingénieur-chimiste obtenu en 1924 avec distinction à l'école spéciale des Arts et Manufactures de l'Université de Gand, Liuba est pour sa part engagée la même année comme ingénieur au service des laboratoires des Usines d'Athus-Grivegnée. Le couple se marie en 1926 et la famille s'agrandit rapidement avec l'arrivée d'Isabelle, dite Bella, en 1928, puis de Jean-Joseph six ans plus tard. Plutôt que de rester au foyer, Liuba, qui a complété ses études par une formation en métallurgie et métallographie à l'Université de Liège (décrochée avec distinction aussi) aborde les années 30 en commençant un cursus en dentisterie.
Diplômes, mariage, enfants, postes confortables : cette image d'Épinal de l'intégration réussie va bientôt être irrémédiablement souillée par les sombres desseins nazis. Lorsque la guerre éclate, les Pailloucq-Iochpa prennent le chemin de l'exode vers le sud de la France jusqu'à Bergerac, dans le Périgord, où ils ne resteront qu'un temps avant de regagner Liège. Inscrite au registre des Juifs de la commune, la famille refuse toutefois de se résigner, et dès mai 1941, Janchel rejoint le groupement de résistance « Front de l'Indépendance ». Quelques mois plus tard, c'est le drame : dans la nuit du 31 août au 1er septembre 1941, un bombardement détruit entièrement leur maison, tuant Bella et Jean et blessant leurs parents. D'après les informations rassemblées par Thierry Rozenblum, il est probable que la dévastation soit le fait d'un avion anglais qui aurait largué des bombes pour accélérer son retour à la base après une mission en Allemagne. Rien n'est décidément jamais entièrement blanc ou noir. L'avenir s'annonce en tout cas encore sombre pour la famille Pailloucq-

Iochpa. Avec autant de détails que les documents existants, le lui permettent, mais sans sentimentalisme, Thierry Rozenblum raconte.

« *Après le bombardement de leur maison, les époux sont recueillis chez des voisins et amis, Renée et René Prégardien, ce dernier étant un collègue de Janchel. Qui, contrairement à sa femme, est repris sur la liste des Juifs soumis au travail obligatoire, mais en est exempté, car reconnu comme invalide de la guerre 14-18. Le 12 juillet 1942, Liuba met au monde leur troisième enfant, un fils prénommé René qu'ils confient dès le mois de novembre à un couple de connaissances établi à Ath. Janchel Pailloucq décède le 26 décembre 1942 et son épouse prend le relais auprès de l'antenne locale du Comité de Défense des Juifs. Peu après le décès de son mari, elle quitte toutefois définitivement Liège pour Bruxelles, où elle travaille en tant que dentiste sous le nom de Angèle Haffen. Elle et son fils René seront les seuls de la famille Pailloucq-Iochpa à avoir survécu à la persécution nazie* ». Et les Goldstein alors, dont le patronyme est aujourd'hui immortalisé parmi les pavés liégeois, quel fut leur sort ?

Jamais avare d'histoires dans l'Histoire, l'auteur d'« Une Cité si ardente » plonge à nouveau dans les archives et déroule le fil de vies à la fin tragique. « *Caroline, Jacques et Emma sont trois des enfants de Philippe Goldstein et Julie Stern. Leurs parents sont tous deux nés aux Pays-Bas, lui à Maastricht, le 11 décembre 1837 et elle à Eysden, le 11 février 1845. Ils étaient vraisemblablement de nationalité néerlandaise avant de devenir Belges. Leur père, Philippe Goldstein, d'abord chantre à Eindhoven, est nommé ministre officiant à Gand en 1872. Il quitte cette ville pour s'installer à Liège où, de 1875 à 1900, il remplit la fonction de premier ministre officiant du culte israélite. Les trois aînés de leurs enfants sont nés aux Pays-Bas : Caroline à Waerden, le 22 novembre 1867, puis à Eindhoven,*

Jacques, le 21 octobre 1870 et Ernestine, le 20 août 1872 ; les cadettes naissent à Liège, Emma, le 20 août 1876 et Sophie, le 21 août 1877. Les coordonnées d'Édouard sont inconnues à ce jour ». Divorcée d'un certain Henri Bodet en 1920 après 17 ans de mariage, Caroline Goldstein s'installe début octobre 1940 au numéro 7 de la rue Matrognard, son dernier domicile connu. Elle est femme au foyer, tandis que son frère, Jacques, est pensionné du « Chemin de Fer de l'État » et ses deux sœurs, Emma et Sophie, à sa charge. Cette dernière décède le 12 mars 1941, et au printemps suivant, Caroline, Jacques et Emma, pourtant âgés respectivement de 73, 70 et 63 ans, sont repris sur la liste des Juifs soumis au travail obligatoire. « *Le 5 juillet 1944, poursuit Thierry Rozenblum, dans le cadre d'une action menée par l'occupant et visant à arrêter tous les Juifs belges de la région liégeoise, ils sont arrêtés et internés à la Citadelle de Liège, caserne militaire reconvertie en prison de haute sécurité par l'occupant allemand* ».

Tandis que la fratrie Goldstein est rassemblée comme du bétail, cela fait plusieurs années déjà que ma grand-mère est cachée au milieu des pensionnaires ordinaires ainsi que de petites filles juives dans une institution religieuse du côté de Ramioul. Mais cachée de qui ? Pour le comprendre, il faut retourner vingt ans en arrière, lorsque Katharina Neideck tombe sous le charme d'Alfred Martial, un beau soldat belge stationné à Krefeld. Entre deux éclats de rire, ma grand-mère décrit « *un couple terrible* », « *tombé fou amoureux* », qui « *s'adorait* ». « *Ma mère parlait déjà très bien français avant de rencontrer mon père, alors que lui ne parlait pas un mot d'allemand. Cela n'a pas gêné ma famille maternelle, qui était très ouverte aux autres, par contre, la famille de mon papa a été très fâchée qu'il épouse 'une Boche'* ». Une Boche, peut-être, mais pas au sens que le terme prendrait quelques années plus tard, avec la montée d'Hitler au pouvoir et l'assimilation Allemand/nazi dans l'imaginaire collectif.

« *Maman venait d'une famille très aisée grâce à son père, Stefan, qui occupait un poste haut placé à la banque. C'étaient des gens très tolérants, qui ne voulaient rien avoir à faire avec les nazis. J'adorais mon grand-père, il était petit, mignon et gentil, et surtout, il me comprenait quand je lui parlais en français, contrairement à ma grand-mère. On allait les voir deux fois par an, en train. Je suis née chez eux, à Krefeld, mais quand j'avais quatre ou cinq ans, on a déménagé au Congo parce que papa avait trouvé du travail au chemin de fer, à Kiluba. J'aimais beaucoup notre vie là-bas, on était gâtés et je ne devais pas aller à l'école, mais très vite, mon père a eu un accident mortel et maman s'est retrouvée veuve avec deux enfants en bas âge, mon petit frère et moi. Cela lui a causé un chagrin dont elle ne s'est jamais vraiment remise, et quand il a fallu rentrer en Europe, elle n'a jamais envisagé de retourner en Allemagne. Son mari était Belge, et elle lui avait promis que ses enfants le resteraient* » se rappelle ma grand-mère, dont les souvenirs sont d'autant plus limpides qu'ils s'éloignent de la surface. Alors qu'il lui arrive parfois d'oublier mon prénom, et de m'inventer pour y remédier des surnoms qui me feraient rire si la situation n'était pas si triste, sa mémoire des événements de la guerre et d'avant est intacte. Bien que reconnaissant un manque d'intérêt inhérent à son âge pour la menace qui grondait alors en Europe, Mamy se souvient qu'Hitler « *était déjà au pouvoir quand on a quitté le Congo, mais maman ne parlait pas volontiers de ça. D'abord parce que pour elle, l'Allemagne appartenait au passé, mais aussi parce que sa famille n'était pas du tout en faveur du régime nazi, et elle non plus. C'est pour ça qu'elle nous a mis en pension durant la guerre, mon frère et moi, parce qu'elle avait peur qu'on soit appelés à rejoindre le Hitlerjugend. Pour elle, c'était hors de question, alors elle a décidé de nous cacher. À la pension, il y avait des petites Juives et je m'entendais bien avec toutes sauf une, qui m'appelait toujours 'la Boche', mais je ne répondais rien parce que maman m'avait appris que c'était ce qu'il fallait faire quand on nous disait ça, même si ça nous faisait de la peine. Au pensionnat, on entendait à la radio des nouvelles de la guerre, mais on n'était pas au courant de ce qui se passait dans les camps de concentration. Même les petites filles juives ne le savaient pas* ».

Et la famille allemande, alors, dans tout ça ? « *C'étaient des gens bien, qui n'ont rien fait de ce qu'il ne fallait pas », assure ma grand-mère. Encore que, « après la guerre, ma tante Maria s'est mariée au gros Jakob, un nationaliste très favorable au régime d'Hitler, et ça a été très dur pour tout le monde. Personne ne l'appréciait dans la famille, ma mère la première* ». Laquelle n'est pas retournée tout de suite voir sa famille après la capitulation allemande. « *On a su que la guerre était finie en voyant les chars américains passer devant le pensionnat. Maman est venue me chercher, puis mon frère, et elle nous a appris que nos grands-parents avaient été épargnés par la guerre* ».

IV.

Tous n'ont pas eu cette chance, à commencer par Caroline, Jacques et Emma Goldstein. Au gré de mes recherches, les voix de ma grand-mère et de Thierry Rozenblum s'entremêlent et c'est celle de ce dernier qui reprend le récit avec une précision clinique. « *Transférés au Sammellager Mecheln, le camp de rassemblement de Malines, à la caserne Dossin, ils y sont incarcérés. Ils sont déportés par le XXVIe convoi du 31 juillet 1944. Caroline Goldstein porte le numéro 633, Jacques Goldstein, le numéro 634 et Emma Goldstein, le numéro 635 sur la liste du convoi. Aucun d'entre eux n'est revenu de déportation* ». Pas de fin heureuse pour la fratrie Goldstein, comme pour nombre des histoires que ce passeur de mémoire reconstitue minutieusement. À quel prix ? « *J'ai un bon psy qui me suit depuis pas mal d'années, rit Rozenblum. Je peux m'ouvrir à lui dans les moments plus compliqués de mes recherches, car si tout travail d'histoire nécessite d'arriver à gérer ses sentiments, il m'arrive d'être submergé par l'émotion. Ces histoires sont toutes douloureuses. L'un dans l'autre, elles finissent toujours très mal, mais parfois, il y a des fins encore plus épouvantables que d'autres* ». À l'image de celle subie par Marjem Rozen, épouse de Moszek Kempner, et de la fille du couple, Brandel, née à Liège en 1922. « Je savais que la famille, installée à Grivegnée, avait été déportée le 4 août à Auschwitz. La plupart des passagers du convoi avaient été assassinés dès leur arrivée sur place, mais mère et fille étaient entrées dans le camp. Je n'en savais pas plus sur leur parcours jusqu'à ce que je sois contacté par un historien allemand qui faisait des recherches sur le camp du Struthof, et plus précisément, les assassinats de Juifs qui y ont eu lieu aux mains d'August Hirt, médecin et professeur de médecine qui s'est servi des prisonniers comme de cobayes. Il voulait constituer une collection de squelettes, c'était un projet qui avait reçu l'approbation d'Himmler et qui visait à « *garder des traces des Juifs compte tenu de leur disparition prochaine* ». Marjem et Brandel ont été choisies (et gazées) pour ces expériences, et comme l'historien qui a retrouvé le nom de chaque victime savait que je m'intéressais aux déportés de Liège, il m'a transmis ces informations afin que je puisse compléter leur biographie » partage Thierry Rozenblum. Et de confier que bien que « *l'histoire de la Shoah soit parsemée de choses épouvantables, le destin de cette mère et de sa fille m'a particulièrement choqué* ». On le serait à moins, surtout quand cette fin aussi injuste que tragique est mise en miroir des quelques photos qui subsistent de la famille, dont les visages souriants aux yeux brillants sont figés pour l'éternité dans des moments à mille lieues de leurs derniers instants.

Malgré mes tentatives de combler les blancs, il s'avère impossible d'effectuer un travail similaire à celui de Thierry Rozenblum pour rendre avec plus de précision le parcours de ma famille allemande, faute d'archives accessibles. Au sujet de l'oncle Jakob, mon père se souvient d'une sorte de tyran domestique, qui imposait une prière avant chaque repas, mais aussi et surtout, le rythme auquel le reste de la tablée mangeait : interdiction de toucher ses couverts avant ou après qu'il ait commencé ou fini de manger. Son épouse, Maria, qu'il ne peut s'empêcher de mimer en tremblotant, était pour sa part atteinte de la maladie de Parkinson, donc, mais aussi et surtout « *super gentille* », à l'image des deux autres frères de sa grand-mère, Otto et Karl. Ma mère, elle, venue rendre visite à ces lointains aïeuls par alliance alors qu'elle était enceinte de moi, en garde un souvenir écœuré, celui des harengs noyés de crème qui lui avaient été servis et qu'elle n'avait pas osé refuser. « J'aimais bien ma famille allemande, mais je me sens Liégeoise jusqu'au bout des doigts et pas Allemande pour un sou » assure ma grand-mère, qui bien qu'elle maintienne que les Neideck n'ont rien à se reprocher, n'a jamais voulu apprendre leur langue. « *Pour moi, c'était la* « langue des Boches », affirme-t-elle. *Maman était prête à me donner dix francs pour que je l'apprenne, ce qui était beaucoup à l'époque, mais je n'ai jamais voulu et je l'ai bien regretté. Il a fallu un petit temps après la guerre pour qu'on apprenne l'existence des camps de concentration et d'extermination, mais quand j'en ai eu vent, j'ai détesté les Boches, et j'en ai même voulu un moment à ma maman, parce que pour moi, elle était l'une des leurs. C'est en voyant à quel point elle était gentille et courageuse, et combien elle se sacrifiait pour nous, que j'ai compris qu'il n'y avait pas que de mauvais Boches* ». Ceux qui l'étaient sont pour la plupart rentrés dans l'Histoire, qui a une fâcheuse tendance à n'immortaliser que les extrêmes. Aux archives générales, vers lesquelles m'a aiguillée Thierry Rozenblum, assurant qu'ils disposent de profils extrêmement complets, il n'existe aucune trace de Katharina Neideck, dont on m'explique qu'elle a automatiquement acquis la nationalité belge par alliance, et « *qu'entre son arrivée et son mariage, il semble que la Police des Étrangers n'ait pas eu le temps de l'enregistrer* ». Chou blanc aussi du côté de l'administration de la ville de Krefeld, où mes demandes de plus amples informations sur Stefan, Katharina,

Otto et les autres restent sans réponse, malgré l'assurance que ma requête « *wurde unter der Ticketnummer 202200688 an den zuständigen Fachbereich weitergeleitet* ». Un département responsable qui avait visiblement d'autres chats à fouetter, à moins qu'il n'ait tout simplement décidé de ne pas hanter les fantômes du passé, d'autant qu'un certain Otto Neideck (deuxième du nom ?) est un ténor politique de la région, passé président d'honneur de l'Association régionale du Rhin supérieur du Sud après avoir été plusieurs années durant bourgmestre de Freiburg.

Près de 80 ans après la capitulation de l'Allemagne nazie, on ne se souvient des douze ans du Troisième Reich et des cinq ans de guerre qui ont ravagé l'Europe que par le prisme de l'ignominie. Plus précisément, de ceux qui en ont été coupables ainsi que de ceux qui en ont été victimes, même si les relents nauséabonds d'antisémitisme et de fascisme qui empestent çà et là l'actualité internationale laissent supposer que le souvenir de ces derniers ne soit pas aussi préservé qu'il devrait l'être. Quand on se plonge dans les méandres de l'Histoire, rien n'apparait entièrement blanc ou noir, même si l'on semble avoir plus de facilités à retenir les récits monochromes – et encore. Alors que je fouille ses souvenirs autour d'un éclair au chocolat apporté pour agrémenter son plateau-repas, ma grand-mère est épisodiquement interrompue par les cris aigus d'une de ses compagnes d'étage. « *Vous n'êtes que des voyous ! Venez tout de suite ! Vous n'avez jamais le temps* », glapit la voix. À la question de savoir si ça ne la dérange pas, mon aïeule répond, tout sourire, qu'il n'en est rien, au contraire même : « *C'est une petite fille ! J'adore les enfants* ». L'ironie de cette explication aussi naïve qu'incongrue vu le cadre ne m'échappe pas, alors c'est moi qui m'enfuis, parce que pleurer devant quelqu'un dont la vie est réduite à quatre murs qui empestent le désinfectant est toujours aussi indécent.

Certaines histoires ont des fins tragiques, d'autres sont juste tristes. *Das Leben ist kein Ponyhof.*

Kathleen WUYARD, décembre 26, 2022

***

Cet article a originellement été publié dans le numéro #5 du magazine SIROP paru en décembre 2022 (www.siroplemag.be). Illustrations par Pauline Gillard. Crédit photos : collections personnelles de Thierry Rozenblum, de l'ASBL Mémoire Dannes-Camiers et de Kathleen Wuyard.

Reportage réalisé avec le soutien de la Ville de Liège et des Musées de la Ville de Liège

Liège LIÈGE MUSÉES

Kathleen Wuyard : chargée de la rubrique « La Semaine » du Vif Weekend, Kathleen prête également sa plume à Flair, VICE, Le Vif ou encore Wilfried, avec une préférence pour les sujets de société et politiques. Mariée avec Clément, co-rédacteur en chef de Boulettes Magazine, elle a fondé avec lui le semestriel SIROP, décliné à Liège et Bruxelles en attendant le reste du pays.

https://www.boulettesmagazine.be/ma-grand-mere-la-shoah-et-moi/

Glissement marqué vers l'extrême droite

Israël, le coup d'État identitaire

En donnant la priorité aux réformes politiques exigées par ses alliés nationalistes et ultraorthodoxes, M. Benyamin Netanyahou entreprend de transformer en profondeur la démocratie israélienne. Les pouvoirs de la Cour suprême mais aussi ceux des juges sont dans le collimateur d'une coalition qui projette d'étendre la part du religieux dans l'enseignement public et ne rien céder aux Palestiniens.

Monsieur Benyamin Netanyahou a réussi. De retour au pouvoir depuis le 29 décembre (il a occupé le poste de chef du gouvernement de mars 2009 à juin 2021), soutenu par une majorité de soixante-quatre députés – sur cent vingt – nationalistes, ultraorthodoxes et messianiques, il peut désormais réaliser son grand projet : instaurer en Israël un nouveau régime fondé sur un nationalisme juif autoritaire, religieux, en rupture avec la vision de la démocratie qu'avaient les pères fondateurs du sionisme, Theodor Herzl, Vladimir Zeev Jabotinsky et David Ben Gourion. Si la première étape fut, en juillet 2018, l'adoption par la Knesset de la loi Israël – État-nation du peuple juif, un texte très controversé car jugé discriminatoire à l'égard des minorités arabe et druze (1), il s'agit à présent de brider l'État de droit, de réformer l'éducation nationale, de mettre au pas les cadres dirigeants du système sécuritaire, d'écraser l'opposition de gauche, d'imposer le nationalisme juif comme identité nationale, de faire avancer l'annexion de la Cisjordanie et de poursuivre la neutralisation de l'Autorité palestinienne.

M. Netanyahou a confié la mission de transformer le système judiciaire à M. Yariv Levin, juriste et député, qui, depuis son élection sur la liste du Likoud en 2009, mène la charge contre les juges. Dès le 4 janvier, tout juste nommé ministre de la justice, il a présenté son projet de « refonte radicale » fondé sur le principe selon lequel le « peuple » accorde à la majorité élue la légitimité de gouverner seule, sans l'interférence des magistrats, qui, eux, ne sont pas issus des urnes. Une clause dite « de contournement » permettra ainsi à soixante et un députés d'annuler une décision de la Cour suprême jugeant une loi inconstitutionnelle. *« Un texte voté par la Knesset ne pourra plus être annulé par un juge »,* insiste M. Levin. En outre, le collectif de nomination des membres de la Cour suprême devrait passer sous le contrôle de la majorité au pouvoir. D'autres mesures sont prévues, comme la réécriture de certains articles du code pénal, ce qui devrait réduire le nombre de mises en examen pour corruption au sein de la classe politique. Théoriquement, M. Netanyahou peut se retrouver dans la situation où il aura nommé les juges qui examineront son pourvoi en appel si le procès pour fraude, abus de confiance et corruption en cours contre lui devait aboutir à une condamnation.

Mme Esther Hayut, la présidente de la Cour suprême, ne s'y est pas trompée. Sortant pour la première fois de sa réserve, la plus haute magistrate du pays a fermement condamné le projet de M. Levin : *« Il s'agit d'une offensive contre le système judiciaire, comme s'il représentait un ennemi qu'il faudrait attaquer et maîtriser. Cette réforme porte un coup mortel à la démocratie. »* Le ministre de la justice lui a répondu en l'accusant d'appartenir *« au parti qui ne s'est pas présenté aux élections, qui se situe au-dessus de la Knesset et des décisions du peuple. Sa rhétorique est celle des drapeaux noirs brandis lors des manifestations. Son appel est destiné à embraser la rue en Israël ».*

Intervenant dans les journaux télévisés des grandes chaînes israéliennes, M. Aharon Barak, 86 ans, président de la Cour suprême de 1995 à 2006, a, pour sa part, lancé un avertissement solennel : *« Cette réforme instaure la tyrannie de la majorité et constitue un danger pour la démocratie, qu'elle vide de tout contenu. Si elle est appliquée, il n'y aura plus qu'une seule autorité dans le pays, celle du premier ministre* (2) *! »* Paraphrasant la célèbre phrase du pasteur Martin Niemöller sur la lâcheté des intellectuels lors de la montée du nazisme en Allemagne, M. Barak conseille aux Israéliens de ne pas se retrouver dans la situation de celui qui a répondu *« Cela m'est égal, je ne suis pas communiste ! »* lorsqu'on lui a dit *« Ils tuent les communistes ! ».* Une journaliste de la chaîne de télévision Canal 12 lui a demandé : *« Que suggérez-vous au public ? »* Réponse : *« Si on ne parvient pas à un accord, il faudra mener un combat, dans le cadre de la loi, bien sûr, mais s'il faut manifester à nouveau à Balfour… eh bien qu'il y ait des manifestations à Balfour ! Nous n'avons pas d'autre pays. »* La résidence officielle du premier ministre se trouve rue Balfour à Jérusalem.

L'affaiblissement de la Cour suprême, seule institution vers laquelle les Palestiniens peuvent se tourner pour défendre leurs droits, permettra de faire sauter les derniers verrous judiciaires freinant le développement de la colonisation. Vingt-quatre heures avant son investiture, M. Netanyahou a twitté les premières lignes de l'accord de coalition : *« Le peuple juif a un droit exclusif et inaliénable sur la terre d'Israël. Mon gouvernement développera l'implantation partout, y compris en Judée-Samarie* (3). *»* Lors de la formation du cabinet, en

avril 2020, dans le même texte, le mot « exclusif » n'apparaissait pas. C'est le message envoyé à tous ceux qui, sur la scène internationale, de MM. Joseph Biden à Emmanuel Macron, continuent d'évoquer des « valeurs » communes avec Israël, en répétant la nécessité d'une solution à deux États (4). Pour bien marquer le coup, M. Netanyahou a offert les clés de la Cisjordanie et de la sécurité intérieure à la liste Sionisme religieux (Hatzionout Hadatit), alliance dont il est le parrain et qui regroupe trois partis de colons parmi les plus radicaux. M. Bezalel Smotrich, de la colonie de Kedoumim près de Naplouse, reçoit ainsi le très important portefeuille des finances, mais aussi un poste de ministre délégué à la défense où il devrait nommer les commandants de deux unités militaires : l'Administration civile de la Cisjordanie et la Coordination des activités gouvernementales dans les territoires (Cogat). Ces deux structures gèrent la liaison avec l'Autorité palestinienne, contrôlent tout ce qui entre et sort des territoires palestiniens, et assurent la gestion des populations civiles. Les généraux sont vent debout contre cette introduction d'éléments politiques d'extrême droite dans la chaîne de commandement. Selon le professeur de droit Mordechai Kremnitzer, les Palestiniens passent d'une occupation militaire à un nouveau régime mis en place par les colons, ce qui conduira immanquablement à la condamnation d'Israël par la Cour internationale de justice (CIJ) de La Haye.
M. Smotrich a aussi pour mission de renforcer l'interdiction de nouvelles constructions palestiniennes en zone C – 60 % de la Cisjordanie entièrement sous contrôle israélien –, et de veiller à la légalisation des centaines de colonies construites sans autorisation gouvernementale. Elles devraient être reliées aux infrastructures nationales, à l'électricité, à l'eau et aux communications. Le nouveau ministre considère l'Autorité palestinienne présidée par M. Mahmoud Abbas comme une *« entité terroriste »* à laquelle il n'a aucune intention d'apporter une aide quelconque.
De son côté, M. Itamar Ben-Gvir, habitant de la colonie Kiryat Arba à Hébron, député, chef du parti inspiré par les thèses extrémistes du rabbin Meir Kahane (5) Force juive (Otzma Yehoudit), a réalisé ses rêves les plus fous : il est désormais ministre de la sécurité nationale, à la tête de la police nationale, qui, à peine un an plus tôt, le considérait encore comme un dangereux agitateur raciste (l'armée, quant à elle, avait refusé de l'incorporer, le jugeant trop extrémiste). À l'automne, il a été filmé dans un quartier de Jérusalem-Est, pistolet à la main, menaçant des Palestiniens. Sur les conseils de son *« coach »* – M. Netanyahou, qu'il rencontrait régulièrement pendant la campagne électorale –, M. Ben-Gvir fait tout de même patte de velours, annonçant une nouvelle modération, interdisant à ses militants de crier « Mort aux Arabes », pour scander plutôt : « Mort aux terroristes ». Proche de l'Institut du Temple, un établissement qui agit pour la construction du troisième temple de Jérusalem, il militait activement avant sa nomination pour que soit levée l'interdiction faite aux juifs de prier sur l'esplanade des Mosquées, troisième lieu saint de l'islam. Un lieu que les juifs désignent par mont du Temple, premier lieu saint du judaïsme. Le nouveau ministre de la sécurité nationale résistera-t-il à la tentation d'enfreindre le statu quo, qu'il est censé faire respecter ? Les rabbins à la tête de l'Institut du Temple ont été les premiers à le féliciter le soir de sa victoire électorale.
Dans le cadre de ses fonctions, M. Ben-Gvir pourra déterminer la stratégie globale des forces de l'ordre, sans toutefois intervenir dans les décisions opérationnelles. Il devrait avoir plus de liberté avec le corps des huit mille gardes-frontières dont il a reçu la responsabilité et pourrait décider de le déployer dans le secteur de Jérusalem et dans le Neguev face à la population bédouine. Des compagnies de cette unité sont déjà intégrées au déploiement de l'armée en Cisjordanie.

Définition stricte de la judéité

Pour le premier ministre, la volonté d'imposer le nationalisme juif (6) passe par la prise en main de la jeunesse. Il a ainsi décidé de faire tomber l'enseignement public religieux (365 000 élèves répartis sur 4 300 établissements), jusqu'à présent apolitique, dans l'escarcelle de M. Smotrich, dirigeant du parti sioniste religieux régulièrement pointé du doigt pour ses déclarations hostiles à la gauche, aux Palestiniens et aux minorités sexuelles. Quant à M. Avi Maoz, du parti d'extrême droite Noam, il devient vice-ministre. Homophobe, misogyne et opposé au service militaire des femmes, il prend la tête d'une nouvelle agence de promotion de l'identité nationale juive en lien direct avec le premier ministre. De son côté, M. Aryeh Deri, président du parti séfarade Shass et allié historique de M. Netanyahou, cumulait à sa nomination deux des six ministères attribués à sa formation : l'intérieur et la santé. Problème, c'est un repris de justice, condamné à trois ans de prison en 2000 pour faits de corruption. Et il se trouve sous le coup d'une nouvelle condamnation d'un an avec sursis pour fraude fiscale. Aussi la Cour suprême a-t-elle jugé, le 18 janvier, qu'il ne pouvait pas être membre du gouvernement et M. Netanyahou s'est vu obligé de le démettre. La coalition au pouvoir envisage donc d'accélérer la refonte du système judiciaire afin d'éviter un tel revers à l'avenir. Enfin, Mme Orit, de la colonie Avraham Avinou située dans Hébron, a également la charge du dossier identitaire juif. Nommée ministre des missions nationales, elle a reçu le département de la culture juive du ministère de

l'éducation et la direction des collèges et académies prémilitaires. Les 823 000 élèves de l'enseignement séculier, qui dépendent toujours du ministère de l'éducation en partie démantelé, auront donc droit à des cours renforcés de Talmud selon un texte de loi réclamé par les ultraorthodoxes qui n'ont pas été oubliés, loin de là.

L'accord conclu avec le premier ministre prévoit le vote de textes réduisant à la stricte application de la loi religieuse la définition de la judéité. La loi du retour devrait être amendée pour interdire la venue d'immigrants considérés comme insuffisamment juifs par le grand rabbinat d'Israël. Les conversions réalisées par des rabbins libéraux, réformés ou conservateurs, en Israël ou à l'étranger, ne seraient alors plus reconnues. Ces concessions aux religieux s'accompagnent d'importantes mesures budgétaires.

El Hamaayan, le réseau d'écoles privées de Shass, voit son financement public par élève dépasser de 20 % celui des élèves de l'enseignement séculier. Les Ashkénazes de Judaïsme unifié de la Torah (Yahadut Hatorah) reçoivent deux portefeuilles, dont celui du logement. Selon M. Avigdor Lieberman, le précédent ministre des finances, l'ensemble des exigences des partis ultraorthodoxes en matière de financements divers s'élèverait à 5 milliards d'euros par an (7), ce qui creuserait encore l'inégalité entre séculiers et ultraorthodoxes. Ces derniers sont exemptés de service militaire et ne contribuent que très peu à l'économie du pays. Selon le Bureau central des statistiques, les contribuables séculiers payent six fois plus d'impôts directs que les ultraorthodoxes (8). Les bourses accordées aux étudiants d'écoles talmudiques viennent d'être doublées et dépassent la solde des jeunes militaires du contingent.

M. Netanyahou va-t-il réussir à modifier les institutions de son pays ? Convaincu que l'heure de la transformation a sonné, il n'a aucune intention de céder face aux partisans de l'État de droit qui ont réussi à réunir plus de cent trente mille Israéliens, lors de la journée de manifestation à Tel-Aviv et à Jérusalem le 21 janvier. Dès le lendemain, en ouverture du conseil ministres, le premier ministre a rappelé que seule comptait à ses yeux la majorité que lui ont donnée les électeurs lors du scrutin du 1er novembre.

Charles ENDERLIN, journaliste (Monde diplomatique, février 2023)

(1) Lire « Israël devient une "ethnocratie" », *Le Monde diplomatique,* septembre 2018.

(2) « Ex-chief justice Barak : Government's judicial reform plan "will strangle democracy" », The Times of Israel, 6 janvier 2023.

(3) Ainsi que Tel-Aviv désigne la Cisjordanie.

(4) Lire Dominique Vidal, « Cisjordanie, de la colonisation à l'annexion », *Le Monde diplomatique,* février 2017.

(5) Meir Kahane (1932-1990) prônait une expulsion de tous les Palestiniens des territoires occupés et des citoyens arabes d'Israël. Son parti Kach fut jugé raciste et interdit en Israël en 1994.

(6) Lire « En Israël, l'essor de l'ultranationalisme religieux », *Le Monde diplomatique,* septembre 2022.

(7) Nati Tucker, « Ultra-orthodox demands will cost Israel 20 billion shekels each year, finance minister says », *Haaretz,* Tel-Aviv, 27 décembre 2022.

(8) Sam Sokol, « Secular Israelis pay six times more in taxes than ultra-orthodox, government report shows », *Haaretz,* 26 décembre 2022.

Trois personnes en prison pour une manifestation sans violences contre l'extrême droite

200 personnes ont manifesté contre l'ouverture d'un local du parti d'Éric Zemmour, Reconquête, à Marseille. Personne ne fait état de violences. Pourtant, trois manifestants ont été placés en détention provisoire plusieurs jours.

Le mouvement d'Éric Zemmour, Reconquête, a inauguré sa première permanence à Marseille, sur l'avenue du Prado, ce 2 février. Une manifestation pour protester contre ce nouveau local d'extrême droite réunit alors environ 200 personnes. Organisée par des syndicats (FSU, Sud éducation, Solidaires), des associations comme SOS Racisme, et des organisations politiques (France insoumise, NPA) et des collectifs antifascistes, la manifestation n'est pas autorisée.

Trois jeunes manifestants sont rapidement arrêtés, placés en garde à vue puis en détention provisoire et transférés à la prison des Baumettes. Les deux jeunes hommes de 19 et 23 ans et une jeune femme d'une trentaine d'années devaient rester en prison jusqu'au 27 février, date prévue du jugement. Ils et elle ont finalement été libéré·e·s ce 8 février, dans l'attente de leur jugement.

« Quand nous sommes arrivés, les camions de CRS étaient déjà là, les motards de la police aussi, rapporte une participante à la manifestation non autorisée. *Les forces de l'ordre ont chargé rapidement. Les interpellations ont eu lieu dès la première charge. Et la police a continué à charger du Prado jusqu'au cours Julien, sur trois kilomètres. »*

« Quelques centaines de personnes avaient répondu à l'appel dans une ambiance combative, mais loin d'être offensive ou émeutière, plaide aussi un groupe de soutien aux trois personnes détenues. *Ce rassemblement ne fut pas néanmoins du goût de la préfecture. Les forces de l'ordre, massivement présentes, décidèrent de charger sans réel motif le groupe de manifestants à plusieurs reprises. »*

Aucune trace de violences pendant la manifestation

L'avocat d'un des prévenus nous dit que son client a été placé en garde à vue pour rébellion et violence envers une personne dépositaire de l'autorité publique. Mais à la sortie de la garde à vue, son client s'est retrouvé également poursuivi pour participation à un attroupement dispersé après sommation et participation à une manifestation non déclarée.

« Ce sont des personnes avec des casiers judiciaires vierges, qui ont des profils socioprofessionnels stables. Il n'y a pas de difficulté à ce qu'elles se présentent à une convocation », dit l'avocat, Adrien Mawas. Donc, il n'y a pas de raison de les placer en détention provisoire. *« Il n'y a rien dans le dossier de mon client qui appuie l'accusation d'avoir commis des violences pendant la manifestation »*, ajoute-t-il.

Les médias qui ont suivi la manifestation sur place ne font état d'aucune violence : ni *Libération*, ni France Bleu, et pas plus France 3. On ne trouve par ailleurs aucune allusion à de possibles violences des manifestants antifascistes sur les comptes rendus de l'ouverture de leur permanence par les personnalités de Reconquête présentes, Stéphane Ravier (sénateur des Bouches-du-Rhône), Stanislas Rigault (président de Génération Z) et Jean-Marc Grafféo (ancien candidat aux législatives).

« Cela fait six jours qu'ils sont emprisonnés. Mon frère travaille auprès d'un enfant handicapé, dont il ne peut donc plus s'occuper depuis le 2 février, témoigne le frère de l'un des détenus juste avant leur libération. *Soit c'est du zèle, soit c'est un coup politique, soit beaucoup d'inconsistance dans la détention préventive »*, ajoute-t-il. Peut-être les trois ensemble.

9 février 2023 par RÉDACTION (Basta !)

Suivi : Mise à jour du 10 février 2023 à 11 h : Nous avons ajouté le nom de l'avocat cité et remplacé le terme « détention préventive » par « détention provisoire ».

Un média breton visé par des menaces de mort de l'extrême droite : défendons la liberté d'informer

Pour avoir rendu compte de la situation à Callac (Côtes-d'Armor) où des groupuscules d'extrême droite se sont violemment opposés à l'accueil de réfugiés, l'hebdomadaire Le Poher fait l'objet d'intimidations. Un rassemblement a lieu le 25 février.

Le Club de la Presse de Bretagne appelle à se rassembler samedi 25 février, 11h30 à Carhaix, devant la rédaction du Poher pour défendre la liberté d'informer. Nous relayons ci-dessous l'appel signé par des médias bretons, syndicats de journalistes, écoles de journalisme et les clubs de la presse de France. La rédaction de *basta !* se joint à cet appel et apporte son soutien à la rédaction du Poher.

Face aux menaces de mort visant Le Poher, les médias bretons font bloc

« La Bretagne est une terre de presse et de liberté. Le Club de la presse de Bretagne, avec des dizaines de médias bretons, les syndicats de journalistes, des écoles de journalisme et les clubs de la presse de France, s'élèvent avec force contre les graves menaces et intimidations en provenance de l'extrême droite qui visent à bâillonner la presse. L'information est l'un des piliers de notre démocratie.

Nos consœurs et confrères de l'hebdomadaire centre-breton Le Poher ont été visés à trois reprises par des menaces de mort en l'espace de vingt jours. La raison ? Ils avaient rendu compte de la situation à Callac (Côtes-d'Armor) où des groupuscules d'extrême droite se sont violemment opposés à l'accueil de réfugiés.

Le 31 janvier, le rédacteur en chef du Poher, Erwan Chartier, reçoit un courriel anonyme à connotation raciste et homophobe promettant de le « crever ». Le 8 février, un homme joint le journal pour demander à quelle heure il peut passer pour « mettre une balle dans la tête » du rédacteur en chef et de l'agent chargée de l'accueil qui a décroché. Le 20 février, une personne appelle dès l'ouverture des bureaux pour annoncer avoir « mis une bombe dans la rédaction », entraînant l'évacuation des locaux et l'intervention des démineurs, qui n'ont heureusement rien trouvé.

Douze plaintes déposées

Parallèlement, les animateurs de plusieurs sites web d'extrême-droite, mobilisés contre l'accueil des réfugiés à Callac, ont mis en avant les noms et photos de journalistes du Poher, les exposant à la vindicte de leurs lecteurs. Une précédente plainte pour diffamation et injure publique conduira certains membres de cette mouvance devant la justice début mars.

Une journaliste ayant couvert cette actualité pour France 3 Bretagne a également été prise pour cible puis cyberharcelée. Plusieurs plaintes ont aussi été déposées par notre consœur et son média.
« Ces menaces semblent s'inscrire dans une campagne d'intimidation de l'ultradroite », analyse Erwan Chartier. Avant les journalistes, des élus et des habitants de Callac ont déjà fait l'objet de calomnies et de menaces non signées. Le procureur de la République de Saint-Brieuc a reconnu dans *Mediapart* que douze plaintes ont été déposées.

Faire respecter l'État de droit
Ces multiples formes d'intimidation doivent cesser et leurs auteurs répondre de leurs actes. La liberté d'expression n'est pas la liberté d'opprimer. Face à ces faits graves, nous, journalistes de Bretagne et d'ailleurs, réaffirmons notre solidarité avec les personnes menacées.
Fidèle à sa mission de défense des journalistes et de la liberté de la presse, le Club de la Presse de Bretagne demande aux pouvoirs publics de faire respecter la loi et de prendre leurs responsabilités.
Le journalisme ne peut s'exercer sereinement dans la peur. Nous invitons tous les confrères et consœurs, et directeurs et directrices de publication soucieux des conditions d'exercice du métier et de la liberté de la presse, mais aussi les citoyens à solidairement opposer un mur de refus face à des comportements d'un autre temps ».

Signataires :
Club de la Presse de Bretagne, Actu.fr, Bikini mag, Bretagne 5, Bretons, Canal ti zef, CGT-ouestmedias.com, CFDT Communication Conseil Culture Bretagne, CFDT-Journalistes, CFDT Ouest-France, Club de la presse Auvergne, Club de la presse d'Anjou, Club de la presse des pays de Savoie, Club de la presse de Strasbourg, Club de la Presse de Lyon, Club de la presse Drôme Ardèche, Club de la presse du Gard, Club de la presse du Limousin, Club de la presse du Périgord, Club de la presse du Var, Corlab, Dispak, Éditions du Boisbaudry, France 3 Bretagne, France Bleu Breizh Izel, Internep ouest info, IUT de Lannion, L'Actu qui chauffe, la Chronique républicaine, La Maison écologique, le Cri de l'ormeau, le Mensuel de rennes, l'Imprimerie nocturne, Mapinfo, Médiacités, Pays, Press pepper, Produits de la mer, Publihebdos, radio Breizh, radio Bro gwened, radio Kerne, radio Kreizh breizh, radio Naoned, radio Pikez, RCF Finistère, Rennes info autrement, Sciences Po Rennes, SNJ, SNJ-CGT, SNJ-CGT Radio France, SGJ-FO, SNJ Ouest-France, Tébéo, Tébésud, TVR, Unidivers, Unmondemeilleur.info, UPC2F, Sans transition !, Splann !, Ya !

21 février 2023 par RÉDACTION